

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire



Algérie

Le score à la Chirac
de Bouteflika

L'État contre les peuples

Palestine

Des femmes
prennent la parole

Chine

Le capital et l'État,
main dans la main

M 02137 - 1356 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« Nul ne serait un monstre ou une victime, sans le pouvoir
que les uns donnent aux autres pour la perte de tous. »

Louise Michel

hebdo n° 1356

du 22 au 28 avril 2004

Fo Pa 520

Sommaire

C'est la bonne semaine pour en finir avec la **pub!** page 4

La CNT **Interior's** meuble les impasses patronales, par Paco, page 5

AME: la Sécu fait son ménage de printemps, par Patrick, page 6

L'autruche veut un pique-nique pour le 1^{er} mai, page 7

Irak: les **mercenaires** ont trouvé leur pétrole, par N. Potkine page 8

Une **Chine** arrive à pieds dans le capitalisme, par P. Sommer, page 9

Paroles de **Palestine**, par Chroniques rebelles, page 11

Faisons plier le **Forum européen** à Varsovie! page 15

George Sand n'a pas les félicitations de R. Hénault, page 16



Affiche rouge: quand les archives sentent le soufre, par Ravachol, page 17

Les travailleurs de **Colleville** ne sont pas en sucre, par H. Hurst, page 19

Le *mea culpa* québécois d'**En vrac**, page 21

Agenda anarchiste, page 22

Chroniques de la toile à la douzaine, page 23

Radio libertaire et vie du mouvement, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 I 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)
Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 **abonnez-vous**

Le Monde libertaire du 22 au 28 avril 2004



Algérie

L'élection du président

Manuel Sanschaise

LA CASSE DE LA SÉCURITÉ SOCIALE reste le premier objectif du gouvernement mis en place après la déculottée de la droite aux régionales. L'État providence, auquel les français seraient attachés, n'est que la confiscation de la vie publique par les tenants du pouvoir. De fait les amis du pouvoir, les bourgeois capitalistes, sont les principaux bénéficiaires de la manne providentielle que répand sur eux ceux qu'ils ont poussés à la tête de l'État. Sous forme d'exemptions de charges, de subventions et autres primes, ceux-ci pillent les caisses de solidarité alimentées par les salariés qu'ils exploitent. Pour gage de leur engagement social, ces potentats du gouvernement n'ont pas retenu les propositions de leurs parlementaires, préconisant l'abolition du temps de travail légal au nom de la liberté de travailler.

Dans le monde, la démocratie progresse: Bush, prototype de l'Américain converti à une secte religieuse, qui comme la mante du même nom avale ses partenaires, tente de remettre au goût du jour le vieux schéma des croisades, tâchant à promouvoir les intérêts des grandes familles américaines qui le commanditent. Tel un roi du Moyen Âge, il est persuadé tenir sa charge d'un dieu hypothétique, vengeur et vindicatif qui prédétermine le destin de chaque individu. Cela justifie à ses yeux les massacres en Irak ou en Palestine, qui sont censés faire progresser la civilisation. Son complice Ariel Sharon, élu du peuple israélien, continue sa carrière de terroriste nationaliste. Il massacre et assassine les palestiniens, qu'il veut enfermer dans un gigantesque camp de concentration dont il a déjà commencé de construire le mur et les miradors. En Algérie, Bouteflika, champion des libertés publiques, a été réélu avec une majorité imposante, tentant à nous démontrer qu'il avait raison de réprimer ses opposants, puisque s'apercevant de leurs erreurs, ils ont voté massivement pour lui. Qui aime bien, châtie bien! En Birmanie, le parti qui a gagné les dernières élections il y a de ça quelques années va enfin pouvoir rouvrir un bureau, mais Aung San Suu Kyi, elle, reste toujours en résidence surveillée. En Estonie, le président destitué pour avoir piqué dans la caisse en collaboration avec la mafia russe, est donné favori aux prochaines élections. La République démocratique de Chine populaire tient sous son joug un quart de l'humanité. Le FMI organe démocratique de direction de l'économie mondiale a un fonctionnement représentatif proportionnel à l'importance économique de chacun de ses 184 membres. Les sept pays les plus riches totalisent plus de 45 % des voix. Il est grand temps de renvoyer l'État et ses champions dans les poubelles de l'Histoire.

LUNDI 12 AVRIL 2004, le score officiel de Bouteflika est annoncé. Extraordinaire: 84,99 % (confirmant le chiffre de 83,49 %, donné le lendemain de l'élection présidentielle du 8 avril). Bouteflika est largement « réélu » président de la République dès le premier tour, avec un taux moyen national de participation de 58,07 %.

Ainsi, celui qui est considéré dans son pays comme le Pokémon des généraux (et du FMI), et que l'on surnomme aussi le nain de la Djurdjura (d'où il est originaire, au Maroc), ou encore Boutesrika (voleur), vient de réaliser un score stupéfiant.

Lors de la campagne électorale, les commentateurs estimaient que pour la première fois dans l'histoire de l'Algérie, l'issue du scrutin serait incertaine. Cette fois-ci, l'armée laisserait les Algériennes et Algériens libres de voter. Qui de Benflis ou de Bouteflika (les deux favoris) allait gagner? À savoir que Bouteflika est marié avec la sœur de Benflis. Et que Benflis est l'ancien Premier ministre de Bouteflika (vive le pluralisme).

D'où le sketch des Guignols de l'info sur Canal +, le soir du 8 avril, où une marionnette de général rigolait à peu près ceci: « Oui, le vote est libre. Nous, on ne s'occupe que des suffrages. » D'autres commentateurs (officieux) estimaient quant à eux la réélection de Bouteflika comme acquise d'avance. Un ami algérien qui n'a aucune compétence en politologie (mais qui a un sens critique), et qui ne se prévaut d'aucun don de voyance, me disait ceci deux semaines avant les élections: « Tu verras, rappelle-toi bien, Bouteflika sera réélu à 85 % ». Étonnant? Pas tant que ça. Différentes personnalités politiques algériennes, telles que Aït Ahmed, Hamrouche, Mehri (du quotidien Liberté, 12 avril 2004) avaient déjà prévenu publiquement que les jeux étaient faits d'avance. Beaucoup refusaient d'y croire.

Il est vrai qu'avec la technologie informatique moderne, les anciennes techniques

bien connus de bourrage des urnes paraissent obsolètes. Est-ce pour cela que les 200 observateurs internationaux du processus électoral en Algérie (sur un territoire de 2,4 millions de km²) n'ont rien remarqué d'irrégulier? Peut-être. D'ailleurs le lundi 12 avril, le Conseil constitutionnel annonçait que les 192 recours déposés pour fraude étaient rejetés. Il faut saluer la célérité de cet organisme, qui a eu le temps d'étudier sérieusement chacun d'entre eux, dans un pays en butte à la paralysie bureaucratique. Tout le monde se félicite du retour de la démocratie en Algérie: la presse internationale, Bush, Blair, la Ligue arabe, l'Union africaine, le Parlement européen, l'Organisation de la sécurité et de la coopération européenne (OSCE), même l'Otan (qui a pourtant une obligation de réserve), d'après l'agence de presse Algérie Presse Service.¹

Devez-vous qui fut le plus rapide à féliciter Bouteflika? Devez-vous qui est le premier chef d'État à lui rendre une visite officielle le 15 avril 2004? Qui est celui qui se sera rendu trois fois en trois ans en Algérie? Qui a reçu Bouteflika cinq fois à Paris en 2003? Qui a proclamé l'année 2003 comme année officielle de l'Algérie? Trouvé: c'est Chirac. Peuvent plus se quitter ces deux-là. Ils sont copains comme cochons. Abdelaziz est plus petit en taille que Jacquot. Un escroc à 84,99 % est-il différent d'un escroc à 82,21 % (score de Chirac aux présidentielles 2002)?

À titre anecdotique, l'alibi français de cautionnement de la démocratie tient-il encore à l'heure où un repentit du gangstérisme français (le premier, d'après les médias), Ulrich Benamar, raconte à qui veut l'entendre comment il s'y prenait pour truquer les résultats des élections en région PACA, pour le compte d'une quelconque force de gauche ou de droite?

La commentatrice du reportage télé du 20 heures (une blonde quinquagenaire dont je n'ai pas jugé nécessaire de retenir le nom, suite page 4

SEMAINE
du 23 au 29 avril 2004

ANTI-PUB



Vendredi 23 avril

Émission consacrée à l'idéologie publicitaire en présence de François Brune, auteur de *Le Bonheur conforme* et de *l'Idéologie aujourd'hui*: analyses de discours médiatico-publicitaire, de 21 heures à 22h30 sur Radio libertaire.

Samedi 24 avril

- Rassemblement festif contre la publicité à 14 heures à la place du Châtelet (M° Châtelet, devant la fontaine)
- Action nationale antipub: soyez inventives... À partir de 19 heures au lieu de votre choix.

Lundi 26 avril

Action pour la liberté d'expression et de circulation à 17 heures à la place du Châtelet (M° Châtelet, devant la fontaine).

Mardi 27 avril

Débat sur la publicité avec la projection du film *Femmes affiches, femmes potiches, on en a plein les miches*: un an de lutte du Collectif contre le publicisme. En présence de François Brune et de plusieurs militants.e.s et groupes antipub. À 19h45 au cinéma Le Barbizon, 141, rue de Tolbiac, 75013 Paris.

Mercredi 28 avril

Rassemblement de soutien aux 62 inculpé.e.s antipubs – pour le résultat du délibéré du procès – à 13 heures devant le TGI de Paris, 4, bd du Palais, 75001 Paris,

Jeudi 29 avril

Concert des Ongles noirs en soutien aux 62 inculpé.e.s antipubs à 22 heures au Sentier des Halles, 50, rue d'Aboukir, 75002 Paris, M° Les-Halles. Paf: 8/10 euros.

Organisée par le Collectif contre le publicisme, Dignité, la Fédération anarchiste, Offensive libertaire et sociale, Résistance à l'agression publicitaire, le Réseau pour l'abolition des transports payants et Robert Johnson.

Contacts: 06 68 44 01 50
semaineantipub@no-log.org
http://www.anti-pub.net.

suite de la page 3 sur France 2, je crois), au soir du 8 avril, confirmait elle aussi que le scrutin algérien s'était tenu normalement. À part, disait-elle, quelques émeutes sans importance en Kabylie. « Vraiment sans importance », a-t-elle répété avec un sourire en coin.

D'ailleurs, pour la Kabylie, des taux de participation relativement élevés ont été mesurés. Jugez-en par vous-même: 15,71 % à Béjaïa et 17,80 % à Tizi-Ouzou. Aucun de mes amis kabyles ne veut y croire. Ils me racontent tous que dans leur village, les urnes ont été brûlées par les membres du Mouvement des citoyens de Kabylie. Au plus, la participation des électeurs s'élèverait à 2 ou 3 %. Faut-il vraiment renoncer à croire la télé et les chiffres officiels? Ou mes amis sont-ils tous et toutes des imbéciles? De toute façon, 17 % des électeurs, ça représente combien de la population totale, si on enlève tout ceux et celles qui ne sont pas inscrits sur les listes pour une raison ou pour une autre? Nul doute qu'il y a des bourgeois, des politiciens, des gendarmes qui tiennent à voter quand même, malgré la campagne de boycott des élections lancée par la population de Kabylie (« Ulac l'vote »: pas d'vote) au travers des comités populaires du Mouvement des citoyens.

La population algérienne n'est pas encore sortie de l'auberge. Sans cesse, outre les Algériens et les Algériennes, les ONG internationales (Amnesty International, Fédération internationale des droits de l'homme, Human Right Watch, etc.), ainsi que de nombreuses personnalités de la planète, dénoncent à cor et à cri et à qui veut bien les entendre que l'État algérien se distingue particulièrement par les violations des droits humains: arrestations arbitraires, exécutions sommaires, assassinats politiques, disparitions dans les commissariats (plus de 7000). Une litanie exhaustive serait beaucoup trop longue ici, mais rien ne vous empêche de passer quelques heures sur le site internet de Algeria Watch¹, pour vous faire une idée plus précise.

Selon le *Washington Post* en 2001, la « guerre sale »² qui frappe le pays depuis 1992 ne faisait « plus que » 150 morts par mois, au lieu de 2000 au plus fort des événements (97-98-99). Beaucoup de gens attribuent cela à la loi sur la Concorde civile de Bouteflika. Ce qui explique une certaine popularité de celui-ci. Il se peut aussi que les dénonciations de l'implication de la sécurité militaire dans les tueries attribuées aux terroristes islamistes aient un tant soit peu porté leurs fruits, le régime hésitant de plus en plus à commettre de tels

méfais. En effet, le terrorisme « islamiste » était en quelque sorte une réponse aux chamboulements politiques (multipartisme, fin du monopole syndical) initiés par les émeutes d'octobre 1988.³

D'ailleurs, nous autres libertaires, pensons que la démocratie, telle que pratiquée habituellement, est une mystification. Inutile d'en falsifier les résultats, ça revient toujours pareil. Qui que ce soit qui gagne, c'est l'intérêt des classes dirigeantes qui sera prioritaire, au détriment des classes populaires.

La seule démocratie digne d'intérêt, c'est la démocratie directe. Et c'est en Algérie, dans les wilayah (départements) de Béjaïa, Bouira et Tizi-Ouzou que l'on peut en voir les meilleurs aspects contemporains. La lutte du Mouvement des citoyens de Kabylie est un exemple à méditer et à suivre, non seulement pour toute l'Algérie, mais aussi pour le reste de la planète. M.S.

1. Dépêche APS du 10 avril.
2. www.algeria-watch.de/francais.htm
3. Voir le livre de Habib Souaidia, *la Guerre sale*.
4. « Émeutes de la faim ».

Tout ce qui vient d'Amérique nous tombe un jour ou l'autre sur la gueule !

UNE FOIS DE PLUS, l'Amérique puritaine et intégriste l'a fait avant nous. De quoi faire verdier de jalousie nos Garraud et autres Boutin hexagonaux. Le très républicain Sénat américain a adopté une nouvelle loi, considérant le décès d'un fœtus ou d'un embryon, lors d'une agression, comme un crime fédéral.

Donc les fœtus transatlantiques vont avoir un statut juridique, qui revient au final à remettre en question la liberté du droit de choisir et du droit à l'avortement. Depuis le temps que nos députés libéraux et très croyants essayent de faire passer un texte similaire en France (le dernier en date était dissimulé à l'intérieur d'un pack sur la sécurité routière), ce bel exemple d'avancée des cultes va leur redonner du punch. Alors à très bientôt dans la rue, pour faire barrage à leurs relais, les culs bénis fanatiques d'SOS-tout petits qui, harnachés de photos de fœtus et bardés de drapeaux chouans, prient à présent carrément sur les trottoirs, dans un pays ayant imposé la séparation de l'Église et de l'État, et le tout sous haute protection policière !

Pat(éthique)

Interior's

La CNT ne restera pas à l'exterior's

Une petite vague noire et rouge est devenue le cauchemar de certains tauliers havrais. En enfonçant son clou chez Interior's, la CNT fait un sacré tintamarre. Premier round: le tribunal d'instance du Havre reconnaissait la représentativité du syndicat anar le 5 février. Deuxième round: la CNT remportait les élections professionnelles le 30 mars.

« QUAND le chat noir sort ses griffes, les patrons s'en prennent plein le pif. » C'est le dicton à la mode dans les rues du Havre. La CNT vient en effet de faire mouche deux fois au sein d'une entreprise spécialisée dans le meuble pseudo anglais. Ne cherchez pas dans votre quotidien favori. Qu'il soit régional ou national, aucun canard n'a fait ses gros titres là-dessus. Pourtant, ces victoires valent leur pesant de copeaux.

Depuis avril 2003, le bras de fer entre la direction d'Interior's et la CNT n'a pas eu de répit. Sans parler des pressions et intimidations rituelles, les anarcho-syndicalistes ont dû essuyer les bancs de plusieurs tribunaux pour répondre de leurs méfaits: désignation d'un délégué syndical (deux fois), envoi d'une lettre d'information aux magasins, etc. Chaque audience fut un pot-pourri réactionnaire digne du XIX^e siècle. Sus à l'anarcho! Faut dire que l'avocat de la direction n'est autre qu'un conseiller municipal UMP du sieur Antoine Rufenacht (fidèle de Chirac). Bref, entre rire nerveux et colère, les cénéistes n'ont pas été à la noce tous les jours. En prime, ils ont dû retourner leurs poches pour couvrir des frais de justice exorbitants.

La partie n'était pas gagnée. Même si la CNT est le seul syndicat présent dans la boîte, elle a dû batailler ferme pour gagner sa représentativité. C'est comme ça quand on n'appartient pas à la bande des cinq (CGT-CFDT-FO-CGC-CFTC). Après quelques chicaneries d'usage (décompte des cotisations payées en liquide, etc.), le bilan a été vite fait. Avec, à l'époque, 32 adhérents reconnus pour 397 salariés, la juge a pu constater que la CNT Interior's alignait un taux de syndicalisation de 8,06 %. « Un exploit si l'on sait que le taux moyen en France est de 6 % », note le trésorier du syndicat. Avant même de connaître la décision de justice, la direction faisait savoir qu'elle irait en cassation sur un jugement prononcé le 18 décembre. Ayant statué sur le risque de répression qui plane sur les adhérents de la CNT, le tribunal avait autorisé la dispense de communication des pièces concernant l'identité des rebelles. Pour la direction, si attachée au « débat contradictoire », il s'agit là d'une violation de la Convention européenne des droits de l'Homme. Pas moins! En toute logique, pour les mêmes motifs, la direction a lancé un

deuxième pourvoi après le jugement du 5 février.

Ces joutes donnent des ailes aux salarié.e.s. De nouvelles adhésions sont tombées dans les ateliers havrais et dans les magasins régionaux. La CNT a du succès chez les ouvriers mais aussi chez quelques cadres. L'exaspération générale s'est concrétisée le 30 mars à l'issue des élections des délégués du personnel et du comité d'entreprise. Moment cocasse pour des anars... « Pour une fois, le slogan en vigueur était Abstention, piège à cons! Notre liste a ramassé près de 100 voix », annonçait fièrement un militant à l'issue du premier tour. La direction aussi sait compter. Face au péril noir, elle a présenté une « liste de rassemblement », avec des candidats « libres », au second tour. « C'est dingue, ironise un cénéiste. Les candidats jaunes ont fait de la surenchère. Ils demandaient une rétribution plus juste, des chèques vacances, des cadeaux de Noël et même un 13^e mois... Les collègues ne sont pas tombés dans le piège. L'agitation patronale était pourtant terrible. Tous les coups semblaient permis. Lazzis, saccage des panneaux syndicaux... Une réunion de formation a même été organisée pour l'encadrement. En fait, leur truc c'était comment flinguer la CNT en dix leçons... »

À l'évidence, le patron (qui vient d'être élu Homme de l'année 2003 par le Medef local) n'a pas retourné les foudres. Le verdict prolétaire est tombé. La CNT a remporté la mise avec trois délégués du personnel et deux délégués au CE. La liste jaune arrive derrière. « Ça jasait pas mal dans les bureaux », a remarqué un candidat.

« Au fait, le 13^e mois, c'était pas une sottise... Si on en causait? » miaule le chat noir.

Paco

Pour aider la CNT à financer les procès passés et futurs, vous pouvez envoyer des sous à l'ordre de CNT Interco à CNT, BP 411, 76057 Le Havre cedex.

Un concert de solidarité aura lieu le 8 mai, à 20 h 30, salle des fêtes de Gravelle, au Havre. Au programme, les Red Lezards et Raspoutine. Tables de presse et librairie tenues par la librairie L'Insoumise, la CNT et le Libéraire. Entrée: 5 euros



Vite fait

CRÉÉE en 1984, la société Interior's est une affaire familiale juteuse. Le Havre abrite le siège social, boulevard Jules-Durand (du nom du docker anarchosyndicaliste qui fut victime de ce qu'on appelait, en 1910, « l'affaire Dreyfus de la classe ouvrière »!). L'entreprise emploie 2 500 personnes dont la plupart en Europe de l'Est, dans le Maghreb et en Asie... 8 sites de production sont répartis dans 6 pays. Interior's, c'est aussi la marque Country Corner qui est disponible dans 3 500 points de vente dans le monde.

L'accès à l'AME

Arrêtez le massacre ou sinon ça va péter !

Le gouvernement Raffarin III persiste et signe son « arrêt de mort lente » contre les plus pauvres et les exclu.e.s de la santé, en fermant l'accès à l'aide médicale.

POURQUOI avoir nommé Douste-Blazy à la santé ? Pour être sûr qu'il ne fera rien pendant cent jours ? Et après, il se passe quoi ? Ces jeux de pouvoir n'intéressent ni les anarchistes, ni les précaires, ni les séropositifs et les autres exclu.e.s de la santé. Alors que nous n'avons qu'une seule bille en tête : essayer de survivre au jour le jour, au sein de ce marasme ultralibéral, où il faut obligatoirement fournir des papiers ou des fiches de paye pour être un minimum soigné.e.s.

On fait quoi pendant cent jours ? On crève ou on se révolte ?

De source militante, il est entendu que Blazy a donné la consigne à ses services : ne recevoir personne, sinon quelques journalistes encartés, mais surtout pas des associations constituées (Act-UP, Aides, les assoc. de toxicos, de mal-logé.e.s et de crève-la-faim). C'est-à-dire, celles ou ceux qui posent les vraies questions : comment faire pour survivre ? De fait, on nous impose encore trois mois de silence... Le nouveau ministre signera-t-il le projet de suppression de la protection maladie et de l'accès aux soins pour les plus pauvres, les séropositifs et les étrangers sans papiers ? Déjà au sein du gouvernement Raffarin II, le coup d'envoi des réformes était donné : il laissait entrevoir la remise en question globale d'une sécurité sociale pour toutes et tous. Dans sa présentation du projet, qui nous pend toujours au nez, la loi des finances 2004 prévoyait dans son « ministère des Affaires sociales, de l'emploi et de la solidarité » une réforme d'ensemble de l'aide médicale d'État (AME), mais sous « couvert de maîtrise des coûts et d'équilibre budgétaire ».

L'objectif du gouvernement est clair : interdire l'AME aux plus pauvres, aux étrangers avec ou sans papiers et aux sans-droits !

Différentes mesures « béton » ont d'ores et déjà été retenues :

- Faire payer un ticket modérateur (nous pourrions l'appeler ticket d'exclusion des soins) aux plus pauvres, c'est-à-dire les bénéficiaires de l'AME. Un principe déjà mis en

place depuis décembre 2002, dont seuls les tarifs restent à préciser. Mais, pour cela, il suffira d'un décret d'application, jusqu'à présent remis en cause par les seules associations, ainsi que d'autres organisations syndicales et politiques qui nous ont rejoints dans la lutte.

- Il est également question pour le nouveau gouvernement de « verrouiller » l'accès à l'AME, en imposant des conditions draco-

net article ne permet pas « l'ouverture du droit à l'aide médicale ». Elle interdit donc de fait toute continuité des soins. En effet, les dispositions 3, 4 et 5 exigent encore « un débat et un vote au parlement ».

Ces débats étaient prévus, début décembre 2003, mais ils n'ont de fait débouché sur rien, sinon préfigurer la volonté du prochain gouvernement de brader la Sécurité sociale de toutes et tous et de privatiser l'espace pour toutes et tous d'accès à la santé.

Le nouveau gouvernement va vers une protection maladie des « ayants droit » et des « payants ». Raffarin III ne fait que confirmer la volonté de réduire drastiquement la protection maladie, destinée à toute population précaire.

Elle annonce également d'autres atteintes, en particulier celle destinée aux « pauvres et moins précaires » (selon des critères qui nous échappent) c'est-à-dire, les bénéficiaires de la CMU.

Et pour remonter l'échelle d'un droit à la santé pour toutes et tous, pourquoi pas demain la remise en question de l'ensemble des assurés sociaux, qui n'auront pas les moyens de se payer des couvertures maladies complémentaires privatisées ? C'est-à-dire, la disparition pure et simple de la couverture maladie (service public), qui arrange tellement les intérêts du nouveau gouvernement et des tenants du marché de l'assurance privée.

L'exclusion de l'accès aux soins des plus pauvres et des exclu.e.s doit être notre lutte de demain. Il n'est pas question de céder à la marchandisation de la santé. L'accès aux soins et aux traitements est universelle, sans frontières, et avant tout, une simple question de survie ! Notre droit à la santé nous appartient et nous le défendrons.

Patrick

groupe Claaaash



niennes à des individus précaires qui, par simple voie de fait, n'y auront pas accès... Simpliste, mais efficace !

- Si cela ne suffit, pas, il est envisagé de supprimer l'admission immédiate à l'AME, par « simple fait de ne plus prendre en compte aucune urgence médicale ou sociale ».

- Si encore certains postulant.e.s persistent, les tordus de l'administration pourraient alors « exiger une période ininterrompue de trois mois sur le territoire français, avant de pouvoir demander l'AME ».

- Pour les acharné.e.s, il leur restera encore un dernier recours : « organiser la facturation des éventuels soins médicaux dispensés, exclusivement en milieu hospitalier, lorsque le pronostic vital est en jeu, selon l'article 49 » ! Ah oui, et on fait comment ? Ne rêvons pas encore de pouvoir être soigné.e.s, car naturellement,

Quand l'autruche éternue...

Tina

« Nous n'avons pas eu la chance, en France, d'avoir une Thatcher pour faire le sale boulot. » Strauss-Kahn.

Certes, mais nous avons en France la chance d'avoir un Strauss-Kahn qui, victime du syndrome Tina (« There Is No Alternative »), est prêt à s'y coller, portant, s'il le faut, collier de perles et tailleurs à chier et dents en avant toutes. Qui a dit que le PS n'avait pas de programme ?

On voit

« Idéologique, c'est un mot que je n'emploie pas. » Bernard Kouchner, de chez Total.

Même le mot « idée », je l'emploie rarement, voyez. C'est un vieux mot, « idée ». Un mot que j'utilise par contre assez souvent, depuis que je bosse chez Total, c'est : combien ? Parce que c'est la vraie vie, « combien », c'est du concret, ça parle aux gens. Je l'ai vu en Birmanie, quand Total m'y a envoyé, voyez ?

Deux frères

« Ils sont comme deux grands fauves, qui se sont flairés, reniflés, et se respectent. » Monsieur Anonyme, ministre.

Les deux fauves en question sont Sarko et Villepin. Mais monsieur Anonyme (dont nous saluons le courage) ne nous dit pas lequel des deux a fourré le premier son museau dans le cul de l'autre.

Un frère

« J'écris beaucoup la nuit, après avoir longuement parlé avec mon frère. » Patrick Poivre, se disant d'Arvor.

Après avoir longuement parlé avec son frère-en-écriture (autrement dit son nègre), Poivre lui envoie un SMS dont l'autre doit tirer cent pages. Alliance de la technique avec la jeune littérature...

Zéro frère

« La France ne peut plus se contenter de compter les morts et de veiller à la survie du régime en place. » Soro, leader des rebelles de Côte d'Ivoire, lettre à Chirac.

Réponse de l'Élysée : nos soldats font en Côte d'Ivoire ce qu'ils ont fait au Rwanda, rien de plus, rien de moins. Compter les morts, ça, ils savent faire, nous venons d'ailleurs de les doter de calculatrices high-tech. Pour le reste, Soro, t'es prié d'attendre d'être, comme on dit chez les Noirs, le « nouvel homme fort du pays » avant de m'envoyer tes cartes postales pourries : que je sache, on a pas gardé les Tutsis ensemble.

Très bon, très, très bon, mais bon...

« À l'Élysée ils m'ont dit que j'avais été très, très bon mais, bon voilà, on pouvait pas faire autrement. » Wiltzer, ex-secrétaire d'état chargé de la coopération.

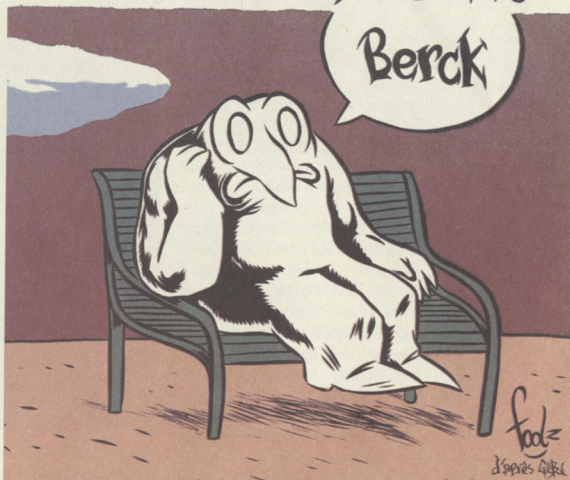
En terme de coopération, faut avouer qu'il est fort, le gars. Accepter de quitter son poste parce que « bon, voilà », si c'est pas coopérer, ça... On me souffle que ça pourrait également être interprété comme le signe d'un intellect cruellement limité. On voudrait me contraindre à traiter de débiles les membres des gouvernements Raffarin I, II, III (partez) qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Je m'y refuse absolument. Luc Ferry chaussait classe, et le maquillage de Bachelot aurait assurément inspiré Zavatta.

Courage, baissons

« Les mécontents sont plus nombreux à droite qu'à gauche. Si l'on veut les récupérer, il faut prendre les mesures adéquates et avoir par exemple le courage de continuer la baisse des impôts. » Olivier Dassault, UMP.

Maître Dassault sur son arbre perché serait-il en train de nous dire

en route pour l'an 01 après Jésus



que l'électorat de droite paierait davantage d'impôts que l'électorat de gauche ? Qu'il serait donc, comment dire, « plus riche » ? Que les riches seraient mécontents, qu'il faudrait donc les rassurer ? Mais que sait-il, ce corbeau tenant dans son bec un missile, que sait-il, cet oiseau de malheur, des « mécontents de gauche » ? Confondre mécontentement et colère, est une constante du patronat. Que faire face à un patronat qui fait mine d'avoir oublié la puissance de nos colères ? Devine.

Réclame

« Raffarin essaie de concilier tout et son contraire, la redistribution et la croissance. C'est une impossible synthèse. Nous, on va réclamer que l'on favorise la croissance. » Novelli, UMP.

Ah là, je suis drôlement déçu. Vraiment, je m'attendais à ce que les élus de l'UMP fassent de la réclame pour une redistribution égalitaire des richesses... Ah moi, fini, je vote plus pour eux.

Frédo Ladrissé

(sources : France 3, le Figaro, le Figaro magazine, Métro, le Nouvel Observateur, le Parisien, Politis)

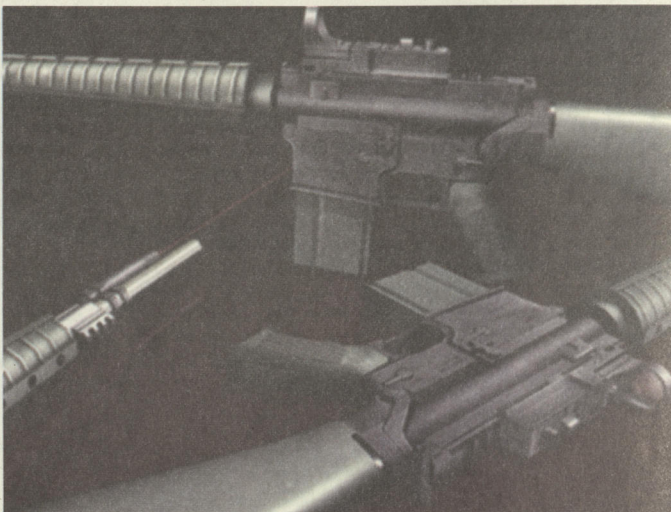
c'est toute la jungle qui s'enrhume

Les vendeurs de coups de fusil

Aux statistiques officielles du militarisme, on doit ajouter une activité « civile » en plein boom : le mercenariat.

IL FUT UN TEMPS où même les capitalistes les plus acharnés accordaient à l'État ce que l'on appelle les fonctions régaliennes, mot à l'étymologie transparente : la justice (plus exactement le droit de punir) et l'armée (plus exactement le droit d'employer la violence). Mais l'obsession du marché a envahi jusqu'à l'armée. Les mercenaires, bien sûr, ne sont pas d'invention récente, l'histoire de l'Italie ou de Byzance en témoigne. Ils opèrent toutefois un retour en force. Car la conscription n'est plus ce qu'elle était. Tant qu'on gagnait des batailles en disposant de plus de chair à canon que l'ennemi, le devoir sacré de tout patriote mâle consistait à se tenir à la disposition de la patrie pendant... un an, cinq, voire vingt-cinq pour les malchanceux dans la Russie tsariste. Mais à présent qu'on gagne des batailles à coups de drones et d'ordinateurs, il ne faut de soldat que professionnel. Cela n'empêche pas qu'il y ait toujours des guerres. Qui donc alors va au casse-pipe ? The Security Industry, comme dit si gentiment The Economist du 27 mars. Et cette industrie (on dirait branche, en bon français) bénit l'actualité. À ce point que la forme d'exportation britannique vers l'Irak qui rapporte le plus au trésor des sujets de Sa Gracieuse Majesté, c'est le mercenaire.

En effet, la Légion, Bob Denard, voire le GIGN, il n'y a que nous bons Français pour y croire. Non, le fin du fin dans l'assassin, c'est le SAS, Special Air Service, le fameux régiment d'élite de Hereford. Les soldats qu'il forme, à grands renforts de marches de deux cents kilomètres en trois jours avec sacs à dos de quarante kilos (deux cents kilomètres, certes à vol d'oiseau, mais en terrain montagneux), sont très demandés. En Irak, par les Américains ; d'une part le gouvernement sait qu'un cadavre de mercenaire, britannique de surcroît, fait beaucoup moins de vagues qu'un cadavre de gamin forcé de partir. Et, d'autre part, les entreprises américaines savent, elles, que les Irakiens éprouvent peu de gratitude envers leur libérateur. Elles ressentent donc l'urgent besoin de se protéger de foules portées à la violence. On aurait toutefois tort de croire que tous les mercenaires des multiples compagnies fondées par d'ex-SAS sont de blonds Anglais aux yeux bleus. Là comme ailleurs, la division du travail mène tout droit à la division en classes. Les blonds aux yeux bleus sont les officiers, les entraîneurs, les formateurs. À 15000 dollars par mois, excusez du peu. Les gars qui risquent bien de se faire trouer la peau se recrutent bien



sûr parmi les nègres ou apparentés. Enfin, non, pas de nègres : des Gurkhas, célèberrimes troupes népalaises, équivalentes aux troupes marocaines de sinistre mémoire pour les anarchistes, les terribles Moros de Franco. Les Gurkhas sont utilisés pour aller rentrer dans le lard des susdites foules portées à la violence, cependant que les Fidjiens, en général de carrures ahurissantes (2 mètres, 110 kg tout en muscles est assez banal là-bas), servent de gardes du corps et de sentinelles à l'aspect dissuasif.

Quand il faut malgré tout de la chair à canon, on recrute de l'Irakien. Les Gurkhas sont à 1500 dollars par mois, les Irakiens à 150. De quelles sommes parle-t-on, du point de vue du client ? Eh bien, nous dit le très informé The Economist, l'une des compagnies tenues par d'ex-SAS, Erynis, a pour tâche de protéger les installations pétrolières irakiennes. Vaste programme qui justifie donc un contrat de plus de 100 millions de dollars par an, menant à une main-d'œuvre de 14000 employés, la plupart irakiens, afin de maintenir les marges. Global Risks Strategies a 1000 hommes pour garder les installations de la Coalition Provisional Authority, en d'autres termes les sous-fifres de Paul Bremer, le consul du coin. Paul Bremer, lui, est gardé de

près, à la fois par des soldats « officiels » si l'on ose dire, et par Blackwater, une compagnie américaine, parce que l'amitié BB (Blair-Bush of course) a tout de même des limites. Le plus amusant de l'article est que The Economist estime, d'un ton on ne peut plus grave, que tout ceci comporte des risques. D'abord, que les mercenaires n'observent pas toujours les règles de correction et de légalisme qu'à n'en pas douter les soldats américains doivent observer tous les jours.

Ensuite, qu'« un tel boom du mercenariat affaiblit la défense britannique ». Horreur, le nombre d'ex-SAS gagnant beaucoup d'argent à envoyer de l'Irakien taper sur ses compatriotes serait plus élevé que celui des soldats présents à l'heure actuelle au sein du fameux régiment. Et The Economist de conclure, effaré, qu'il semble que la nouvelle et véritable fonction de ce régiment ne soit que de servir de formation professionnelle aux mercenaires. Je ne sais pas ce que vous, vous en pensez, mais pour ma part, le spectacle de piliers du capitalisme découvrant avec stupeur avec l'idéologie favorite, me réjouira toujours. Enfin, tant que je ne pense pas aux conséquences...

Nestor Potkine

La Chine, nouvelle frontière

Pierre Sommer

Un type original de capitalisme, très lié à la machine d'État est né en Chine. La phase actuelle de développement exponentiel, qui monopolise les ressources, pose des problèmes d'envergure mondiale.

il

IL Y A UN MILLIARD et quelques centaines de millions de gens qui n'attendent que de pouvoir consommer nos produits et de pouvoir travailler pour nous. Depuis quelques années, nous exportons notre savoir-faire, et nos entreprises y sont délocalisées. Nos patrons montent sur les plus hautes marches du podium. Mais, ces derniers jours, la potion magique tourne aigre. Le développement chinois nous prend par revers. Les patrons ne sont plus aussi diserts. Que s'est-il passé ?

Nos économistes ont simplement oublié ceci. Si les entreprises chinoises se développent aussi bien, c'est dû à une main-d'œuvre locale taillable et corvéable à merci. Mais cela veut aussi dire que ces usines ont besoin de matières premières et qu'il faut en chercher là où elles existent, c'est-à-dire dans les pays développés et chez les producteurs de pétrole. Mais, surtout, et c'est cela la nouveauté, ce prélèvement se fait au détriment de ces pays développés que ce soit les États-Unis ou l'Europe. Regardons les chiffres.

La Chine aurait une croissance de 9,1 % par an. Sa production industrielle aurait bondi de 17 %. Mais, attention, le pouvoir central chinois est le dernier à pouvoir fournir des informations exactes. Dernièrement, il en était à menacer des provinces périphériques de rétorsions financières si elles ne lui fournissaient pas les chiffres des besoins immobiliers. On sait par ailleurs que les impôts récoltés dans les provinces ont de la peine à arriver à Pékin. Les seuls chiffres qui peuvent être fiables sont ceux provenant des entreprises occidentales et de l'analyse de la situation des pays développés. Un exemple, il y aurait pénurie d'essence. En pleine campagne électorale, G. W. Bush autorise des États gourmands en carburant à ne plus le mélanger avec des additifs dits écologiques afin de baisser les prix.



Conséquence de son développement, la Chine est devenue la deuxième consommatrice de pétrole au monde. Dans un autre domaine, on commence à craindre une pénurie de tôles d'acier dans notre douce France. Les premiers concernés sont les fabricants d'automobiles et le bâtiment. La fédération patronale du Bâtiment a entrepris des démarches auprès de Bruxelles pour interdire l'exportation de ferraille en Asie. Les entreprises de construction en consommation de grosses quantités. La Chine absorberait 30 % de l'acier mondial. Le prix du caoutchouc aurait augmenté de 21 % l'an dernier. La Chine est en train de devenir un problème pour les pays développés.

Tout ce qui précède est probablement exact. Mais cela concerne un pays dont on ignore tout de ce qui se passe hors de la zone en développement accéléré. C'est un pays qui résiste à l'analyse qu'elle soit historique ou économique. Sans grand risque de se tromper, on peut avancer que les trois quarts de la population vivent dans les régions rurales et que de ces gens on ne sait presque rien, à la fois parce que la circulation des Occidentaux dans ces régions est rendue difficile par le régime et, d'autre part, peu de personnes parlent un dialecte chinois permettant le contact.

La méconnaissance historique est aussi grande. Nous ne savons pas grand-chose dès que l'on sort des milieux spécialisés. La période maoïste est terminée. On passerait du communisme à une économie libérale. Voici le discours officiel. Mais rappelons-nous Simon Leys qui écrivait dans *les Habits neufs du président Mao* que le parti communiste au pouvoir dans sa version maoïste n'était que la continuation de l'empire céleste traditionnel avec juste un autre langage. Le parti remplace la caste des mandarins, bureaucratie bimillénaire dont la



fonction essentielle en assurant la circulation de l'eau était de préserver l'ordre social. La riziculture demandait de l'eau à date fixe ou alors la famine menaçait.

Aujourd'hui, une autre menace hante les bureaucrates pékinois. Le croissant industriel se développe à une vitesse vertigineuse, et une population d'origine rurale attirée par les lumières de la ville vient s'y brûler les ailes. On ne sait pas combien ils sont. On sait qu'ils sont sans arrêt en train d'aller et de venir entre les différents centres industriels à la recherche d'un peu de travail. Selon les chiffres « officiels », 94 millions de paysans sont partis travailler en 2002 en dehors de leurs cantons natus. Personne ne contrôle ces flux.

Que va-t-il se passer quand le grand écart auquel se livre ce pays, entre une région côtière au développement ultra rapide et une population paysanne misérable, ne va plus être possible, avec au milieu une centaine de millions de migrants intérieurs incontrôlables. Le premier devoir de la bureaucratie est de sauver sa peau. Pour cela, il faudra qu'elle impose la paix intérieure en faisant cesser ce grand écart, et ce ne pourra être qu'au détriment des « diables blancs ». Nos dirigeants économiques comme politiques feraient bien de se méfier. L'Eldorado est en train de nous revenir en boomerang. Nous savons tous qui en fera les frais.

Quand Mao arrive au pouvoir, il lui faut trouver un qualificatif pour désigner le régime qu'il va remplacer. Il forge celui de « capitalisme bureaucratique monopoleur d'État féodal de comprador ». C'était pour lui une façon de se débarrasser du passé en le rendant adéquat à un processus pseudo marxiste qui place le communisme après le capitalisme, et ce dernier après la féodalité. Mais qu'en est-il réellement ?

L'apparition de l'homme en Chine, selon les derniers travaux, date de deux millions d'années.

De -500 à -200, l'époque des Royaumes combattants précède l'unification de la Chine sous la direction de la dynastie Han. Cette époque voit l'apparition de trois philosophies qui vont influencer définitivement et profondément les Chinois : le confucianisme, l'École de la loi et le taoïsme. Le premier est un rationalisme traditionnel basé sur la morale qui va devenir la religion chinoise actuelle, sans dieu ni transcendance, mais soumise à l'interprétation des « lettrés ». La seconde, rationaliste aussi, est en plus étatiste et développe l'idée que la nature humaine est mauvaise par nature. Seul un système de punition et de récompense peut fonctionner. Le taoïsme enfin est antiféodal par essence, mystique et anarchiste. Il prône la non-intervention de l'État dans les affaires de l'homme et privilégie la petite communauté autonome.

En quinze années, de -221 à -206 av. J.-C., les bases de la Chine sont définitivement posées. Le féodalisme est aboli et remplacé par une monarchie bureaucratique fortement centralisée et hiérarchisée. L'organisation gouvernementale, l'administration préfectorale, le système judiciaire sont mis en place. C'est la victoire des tenants de l'École de la loi. Quatre cents ans après, les lettrés confucianistes prendront le pouvoir. La confucianisation de l'État est rendue nécessaire du fait des excès de brutalité du régime légaliste. La bureaucratie s'appropriera le droit dévolu au peuple, selon la tradition, de retirer le mandat céleste au souverain pour interpréter, manipuler les signes du mécontentement populaire. La notion d'obéissance filiale des jeunes envers les vieux, des inférieurs envers les supérieurs deviendra le ciment indissoluble de la société chinoise. Cette bureaucratie était formée de fonctionnaires-lettrés. Chaque jeune homme instruit pouvait se présenter à l'examen d'accès à cette fonction. Ce qui était demandé était la capacité de commenter les écrits des anciens, donc des commentaires de commentaires. Il n'y avait parmi ces gens pas de spécialistes ni de

techniciens. Si l'on a pu déplorer son absence d'esprit d'initiative force fut de reconnaître son énorme force d'inertie et sa capacité de stabilité. S'il fallut la confrontation avec l'Occident capitaliste pour qu'elle commence à se désagréger, il ne faut pas oublier que seule cette immense bureaucratie était capable de maintenir en fonctionnement le système d'irrigation dont dépendait la fertilité des champs et donc la nourriture de l'Empire.

Une question se pose pourtant. Comment se fait-il qu'avec un tel niveau de civilisation le capitalisme n'ait pas pu se développer en Chine. Scientifiquement autant que technologiquement, l'Empire céleste était fortement en avance sur l'Occident au moins jusqu'à la Renaissance. Plusieurs raisons à cela :

– Les habitants sont en grande majorité des paysans, il existe à côté une petite classe moyenne d'artisans et de marchands.

– La main-d'œuvre ne coûte rien, donc pas de nécessité de création de machines.

– L'acquisition de terres ne pouvait se faire que par le service de l'État qui n'était ouvert qu'à ceux qui possédaient des terres.

– La ville chinoise ne fut jamais le siège de la bourgeoisie mais celui du gouvernement et des fonctionnaires hostiles aux marchands.

– Les fonctionnaires œuvrèrent de façon à ce que la bourgeoisie soit dans l'incapacité de se forger une conscience en tant que corps social séparé avec des intérêts propres.

Tous ces points rajoutés à l'absence de liberté individuelle font que la forme occidentale du capitalisme n'a jamais vu le jour en Chine. Si nous prenons en compte la place de l'État dans l'économie chinoise, nous réalisons qu'il existe depuis des siècles un capitalisme d'État chinois. Cette contradiction sous-jacente et bimillénaire entre un dynamisme propre à un mode de production et le maintien d'une bureaucratie à été mis en lumière par l'un des plus grands historiens de la Chine en Occident¹, Étienne Balazs (1905-1963). Il avait participé au groupe des communistes de conseil réuni dans les années 50 et 60 autour de Maximilien Rubel. D'origine hongroise, il avait quitté l'Allemagne dès l'accession de Hitler au pouvoir et s'était réfugié en France. Sous le pseudo de Tomori, il avait publié un texte chez Spartacus Qui succèdera au capitalisme ? Avec un tel passé, on comprendra pourquoi les maoïstes et autres thuriféraires du régime chinois ne pouvaient prendre en compte de telles données.

La Chine d'hier est celle d'aujourd'hui, que nous le voulions ou pas. P. S.

1. La Bureaucratie céleste, Gallimard, Paris, 1968, 350 p.

Jours tranquilles en Palestine

Chroniques rebelles

SAMEDI 27 MARS 2004. Camp de réfugiés de Balata, près de Naplouse, Cisjordanie. Un enfant de 7 ans, Khaled Maher, est gravement blessé par une balle tirée par un soldat depuis une jeep de l'armée israélienne. L'ambulance transportant l'enfant est bloquée par les militaires et l'enfant décède avant de pouvoir atteindre l'hôpital.

Jours tranquilles à Naplouse, en Cisjordanie ou dans la Bande de Gaza... Banalisation de l'inacceptable, escalade d'une colonisation qui refuse de dire son nom. Humiliations quotidiennes, mépris des droits humains, règne de l'arbitraire aux barrages et ailleurs, destructions de maisons, tirs des colons sur les habitations palestiniennes, arrogance des militaires... Tout semble permis, intensification de la tension, assassinats ciblés, bombardements, tirs sur les civils, la « routine » de l'occupation qui détruit tout espoir de paix et met en danger, non seulement la population palestinienne, mais aussi la population israélienne.

Le gouvernement israélien ne veut ni la paix, ni les négociations, ni la sécurité. La

fuite en avant de ce gouvernement – auto-justifiée par la sécurité – montre qu'il est plus facile de répondre aux attentats tuant des civils qu'aux tentatives de dialogue. En « blâmant les victimes », la violence devient légitime. Il faut aussi justifier l'annexion de territoires palestiniens avec la construction du mur. Le mur de la honte – haut de huit mètres à certains endroits – coupe les villages, sépare les familles, les voisins, éloigne encore les gens de leur travail, emprisonne toujours plus...

« Le mur, c'est 16 000 hectares de terres confisquées, 30 puits expropriés pour un total d'environ 4 millions de mètres cubes d'eau, la destruction des oliviers, des puits, des vergers ; 55 villages destinés à être coupés de leurs terres et de leurs puits; des dizaines de milliers de Palestiniens privés de toute source de revenus; 98 % des colons israéliens désormais installés dans les zones annexées de facto. »¹

« Le mur se situe entre les enfants et leurs écoles, les étudiants et leurs universités, les malades et leur médecin, entre les parents et leurs enfants, entre les villages et leur puits, entre les paysans et leurs champs. »²

Gaza est déjà coupée du reste de la région: un million et demi de Palestiniens sont enfermés par une barrière électrifiée. La notion de « transfert » fait son chemin dans les esprits, le terme n'est plus tabou dans les médias israéliens, un transfert détourné, un « nettoyage ethnique de basse intensité », comme cette colonisation qui grignote les territoires palestiniens à l'est de Jérusalem, vers Jéricho.

À travers des entretiens avec quatre étudiantes – Irène, Maha, Hadeel et Rania – à l'université de Birzeit, près de Ramallah, on comprend mieux le quotidien de la population palestinienne et les conséquences graves de l'occupation.



« Libérez Hussam Khader et tous les prisonniers palestiniens »

1. Action for Peace, plate-forme des ONG pour la Palestine.

2. Uri Avneri, président de Gush Shalom.



Checkpoint de Qallandia vers Ramallah

Irène: Tout le monde souffre de la situation en raison des barrages et de l'occupation militaire. Les difficultés sont quotidiennes pour aller à l'université. J'habite à Bethléem, à une trentaine de kilomètres, normalement le trajet est d'environ 20 minutes, mais il m'arrive de mettre entre trois et cinq heures pour m'y rendre. Je loue donc un appartement à Birzeit avec d'autres étudiantes et je rentre chez mes parents une fois par mois. L'occupation n'affecte pas seulement les politiques, mais les étudiants et les civils en général.

Maha: Il y avait un barrage entre Ramallah, où j'habite, et Birzeit. Parfois, les militaires israéliens nous empêchaient de passer ou procédaient à des arrestations. Je ne sais pas s'ils vont le remettre.

Chroniques rebelles: L'assassinat de Cheikh Yacine risque-t-il d'aggraver la situation ?

Irène: Bien sûr. Hier, les barrages m'empêchaient de rentrer chez mes parents. Le barrage entre Ramallah et l'université de Birzeit était destiné à humilier les gens. Il était inutile, il n'y a ni ville ni colonies israéliennes autour, seulement des villages palestiniens et Ramallah, la capitale économique.

Maha: Les barrages, les arrestations, les destructions de maisons, c'est la routine.

Irène: Malgré tout, les Palestiniens tentent de vivre normalement, de travailler, d'aller à l'université.

Chroniques rebelles: Le conseil des étudiants a décidé de reprendre les cours malgré le deuil de trois jours ?

Maha: L'université reste ouverte, c'est une forme de résistance. Si chaque fois qu'ils détruisent une maison ou arrêtent quelqu'un, on fait un deuil de trois jours, notre vie devient impossible. Étudier, c'est résister, c'est vouloir faire quelque chose dans la vie.

Chroniques rebelles: Comment voyez-vous votre avenir ?

Irène: C'est très compliqué. Je pourrais faire un doctorat à Birzeit, mais je dois travailler pour continuer mes études. Tout le monde étudie ici, mais les possibilités de travail sont limitées. Les jeunes sont pessimistes, il n'y a pas de travail et ils ont peu d'espoir en l'avenir. J'aimerais obtenir une bourse pour étudier en France, car ici je ne vois pas de débouchés.

Maha: Si je termine mes deux années, en dépit de la situation, j'irai à l'étranger pour étudier, travailler. Ensuite, je reviendrai.

Irène: Nous gardons l'espoir de revenir. C'est notre terre, notre mémoire, notre famille et nos amis sont ici.

Maha: Rester ici, c'est résister. Alors nous devons rester ici, pour construire quelque chose.

Chroniques rebelles:

Avez-vous des contacts avec des étudiants étrangers ?

Irène: Des étudiants de tous les pays viennent à Birzeit pour étudier l'arabe. Actuellement, ils sont peu nombreux. Nous allons au cinéma et nous sortons ensemble.

Maha: Les étudiants étrangers sont rares à cause de la situation. C'est bien d'apprendre l'arabe dans un pays arabe, mais ils ont peur de venir étudier ici.

Irène: Avant la deuxième Intifada (septembre 2000), les étudiants étrangers étaient nombreux à Birzeit mais, à présent, il s'agit seulement de quelques filles et garçons. Au début, ils ont peur, mais ensuite ils veulent même poursuivre leurs études ici.

Maha: Ils se sentent proches de nous. Il existe ici un sentiment de solidarité particulier dû à la situation et à notre culture.

Chroniques rebelles: Quel est le pourcentage d'étudiants et d'étudiantes à l'université de Birzeit ?

Irène: Il y a plus de filles que de garçons. Beaucoup de garçons vont à l'étranger pour

leurs études. Les familles craignent de laisser les filles voyager seules, donc elles s'inscrivent dans les universités palestiniennes.

Maha: Il y a 55 % de filles. Tous les garçons ne vont pas à l'étranger, pour certains c'est impossible par manque de moyens financiers. Souvent, ils travaillent pour aider leur famille. Nous, Palestiniens, sommes connus pour notre obsession de l'étude. C'est une tradition. C'est aussi lié à la résistance contre l'occupation, pour construire le pays.

Chroniques rebelles: Les étudiants palestiniens sont donc particulièrement motivés ?

Irène: Oui. Je veux étudier parce que c'est important pour moi. Ce n'est pas pour me conformer aux autres ou faire plaisir à mes parents. Et c'est le cas de la plupart des étudiantes. Le savoir, c'est une arme pour se défendre, s'opposer à l'occupation, pour l'avenir.

Chroniques rebelles: Encourageriez-vous les étudiants à venir étudier ici ?

Irène: Oui, tout en disant que la vie quotidienne n'est pas toujours facile. Il n'y a pas de distractions pour les jeunes, surtout dans les villages. Pourtant, si des étudiantes sont assez courageuses pour venir étudier ici, pourquoi pas ?

Maha: Je pense qu'il est intéressant de connaître notre culture, notre vie quotidienne. Cela n'existe nulle part ailleurs. C'est quelque chose d'unique.

Chroniques rebelles: Vous ne portez ni l'une ni l'autre le foulard ?

Irène: Je suis chrétienne, et la question ne se pose pas, mais je crois que le voile dépend de la liberté de chacune. Personne ne peut imposer ses croyances, sa religion ou sa culture sur l'autre.

Maha: C'est un choix personnel. En Palestine, il y a des juifs, des chrétiens, des musulmans, et nous n'avons pas de problèmes pour vivre ensemble. C'est une question de liberté individuelle.

Chroniques rebelles: Que pensez-vous du débat en France autour de la question du port du foulard ?

Irène: La France est un pays laïc, donc tous les signes ostensibles religieux sont interdits à l'école. Pourtant le foulard n'est pas seulement un signe pour les musulmanes, c'est aussi un devoir religieux. J'ai lu que certaines élèves refusent d'aller au cours de biologie ou de faire du sport, c'est une façon d'imposer leur religion sur les normes intérieures de l'école. Je suis contre cela, mais je ne suis pas contre le port du foulard car c'est considéré comme un devoir. Cependant, il ne faut pas le faire pour provoquer ni refuser les règles. Dans ces conditions, je ne suis ni pour ni contre la loi. La loi devrait seulement aider au règlement des problèmes mais pas interdire.

Maha: Pour moi, le foulard





Le mur à Abu-Dis, près de Jérusalem

n'est pas un symbole, c'est un devoir. On ne peut interdire une croyance. Il est normal d'interdire la croix ou un signe religieux, mais pas un devoir.

Chroniques rebelles: Pensez-vous que la loi contre le port du foulard à l'école, en France, peut permettre la défense des droits des femmes musulmanes?

Irène: Le foulard n'empêche pas d'être libre, mais les pays laïcs ne le comprennent pas. Ce dont je suis sûre, c'est que cette loi va provoquer des affrontements entre les religieux immigrés.e.s arabes et les autres. La situation va empirer sans que les femmes soient plus libres.

Maha: Je ne crois pas que cette loi va favoriser une réflexion sur les droits des femmes. Il y a des femmes très religieuses qui travaillent, étudient et portent le voile. Quand le voile sera interdit, elles ne vont plus sortir de chez elles. Cela peut les empêcher de faire des études ou d'aller travailler.

Chroniques rebelles: Pensez-vous que les étudiantes qui portent le voile à l'université sont moins libres que vous?

Irène: Porter le voile n'est pas une preuve de manque de liberté. Il s'agit plutôt de tradition, d'éducation. Ici, les filles n'ont pas les mêmes libertés que les garçons, et cela n'est pas lié au port du foulard. Nous sommes dans un pays machiste, mais les filles peuvent étudier, travailler, vivre normalement. En fait, cela dépend de la famille.

Maha: Je ne pense pas que les étudiantes qui portent le foulard soient moins libres que moi. Elles étudient comme moi, travaillent. Cela dépend effectivement de la famille.

Chroniques rebelles: Sur le campus de Birzeit, il n'y a pas de différences de comportement entre les filles, foulard ou pas?

Maha: Le foulard ne change pas le comportement et n'implique pas une interdiction de parler aux garçons. C'est comme porter un jean. C'est un signe de piété, c'est tout.

Irène: Nous avons une société mixte, avec des chrétiens, des catholiques, des orthodoxes,

des musulmans, des non-croyants – il y en a beaucoup –, des athées. Il pourrait y avoir des juifs à l'université, s'ils sont contre l'occupation. Nous sommes des êtres humains. Le fait d'avoir une religion, une croyance différente, d'être athée ne nous empêchent pas d'avoir des relations entre garçons et filles, d'être un groupe normal.

Chroniques rebelles: En France, on parle des attentats où des gens se sacrifient et tuent des civils israéliens. Comment dit-on ici : des opérations suicide, martyre, kamikaze?

Irène: Ici on parle plutôt d'opérations martyrs, de personnes qui se sacrifient pour libérer la Palestine. C'est leur manière de s'opposer à l'occupation. On n'emploie pas les termes de kamikaze ou de suicide.

Maha: Ce sont des martyrs. Ils sont religieux et, pour eux, ils défendent la terre.

Chroniques rebelles: Qu'en pensez-vous?

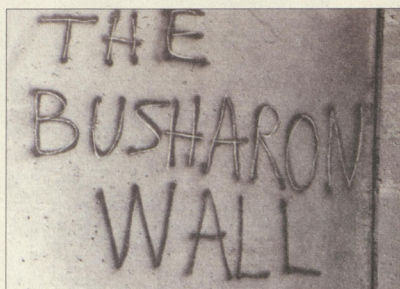
Maha: Je suis contre le fait de tuer des civils, mais je ne peux être complètement contre les attentats car, pour nous, c'est un des seuls moyens de résister. Hier, ils ont tué neuf Palestiniens en dehors d'Ahmed Yacine, ils ont détruit de nombreuses maisons. Alors qu'allons-nous faire? Devons-nous tout accepter? C'est le seul moyen que nous ayons contre les missiles israéliens. Si nous avions des missiles pour tuer les personnes, nous ne serions pas considérés comme des terroristes. Mais nous n'avons que les attentats pour répondre aux agressions israéliennes.

Irène: Je suis contre les attentats parce que cela touche des civils, israéliens, même si leurs militaires massacrent chaque jour des Palestiniens, des enfants et détruisent des maisons. Il y a d'autres moyens. Il ne faut pas toucher les civils; les policiers, les gendarmes, c'est autre chose. Il y d'autres moyens de lutter, sans tuer les civils. Les négociations peut-être, mais pas les attentats. Le Jihad, dans la religion musulmane, signifie la lutte pour la religion et la terre. Les martyrs sont souvent des personnes qui ont beaucoup souffert, dont les proches sont morts à cause de l'occupation, dont la maison a été détruite, c'est un acte furieux. Pour moi, ce n'est pas un terroriste. Par contre, quand un Israélien détruit la maison d'un lanceur de pierres avec un tank, c'est du terrorisme. Nous avons les pierres et ils ont les tanks. Je suis contre les attentats, mais je n'appelle pas cela du terrorisme.

Maha: Pour moi, c'est plus de la résistance que lié à la religion. D'après les lois internationales, on peut résister à l'occupation par tous les moyens. Pour nous, les Israéliens sont des occupants donc nous devons leur résister.

Chroniques rebelles: Si la situation n'était pas bloquée, si elle évoluait, pensez-vous que ces attentats cesseraient?

Maha: Bien sûr. Les attentats ne sont qu'une forme de résistance à l'occupation. Les Israéliens occupent la bande de Gaza et la Cisjordanie, ils tuent, détruisent, mais si l'occupation cesse, il n'y aura plus d'attentats.



Pourquoi les gens font des attentats? Pour résister à l'occupation.

Irène: Je pense la même chose. Les gens sont actuellement désespérés, prêts à n'importe quoi pour résister, pour exister. Si la situation évolue, cela s'arrêtera.

Hadeel: Je suis étudiante et j'habite le village de Surda, proche de l'université, ce qui me facilite son accès.

Rania: J'ai 21 ans et j'habite Ramallah. Il était dangereux d'aller à l'université, il y a un an. Le barrage nous obligeait à marcher, et les soldats nous menaçaient souvent. Ils nous arrêtent encore pour des contrôles d'identité ou nous retarder. La situation n'est pas stable. Il y a toujours un risque.

Chroniques rebelles: L'assassinat d'Ahmed Yacine risque-t-il d'aggraver la situation?

Hadeel: L'engrenage est inéluctable. Les Palestiniens vont répliquer avec des attentats à Jérusalem ou Tel-Aviv. La situation va empirer.

Rania: Les conséquences seront graves avec, sans doute, des massacres à Gaza, à Ramallah. La situation va se durcir.





Centre de Ramallah, mars 2004

Chroniques rebelles: Que pensez-vous du traitement médiatique de l'assassinat ciblé d'Ahmed Yacine et des autres victimes dont on parle très peu?

Hadeel: Beaucoup de citoyens palestiniens sont tués, mais personne n'en parle. Je ne sais pas pourquoi. Il y a quotidiennement des morts à Gaza, mais c'est comme si la vie des Palestiniens ne valait rien.

Rania: Le Cheikh Yacine est considéré comme un guide palestinien. Chaque jour, il y a des martyrs, des massacres à Gaza, Ramallah, Naplouse, partout, mais quand ils assassinent un guide spirituel, cela entraîne des réactions.

Chroniques rebelles: Que pensez-vous des assassinats ciblés et des massacres?

Rania: Tout le monde est victime de l'occupation. Pourquoi tuer des enfants dans les écoles? Pourquoi détruire les maisons? Il est rare que les victimes soient responsables. Je peux être tuée à tout moment.

Hadeel: L'assassinat de Rachel Corey a été un choc ici. Elle était états-unienne et soutenait la lutte palestinienne. Elle représentait une cible parfaite pour les militaires israéliens.

Rania: Nous étions tristes. C'est aussi un message pour les États-Unis: chaque personne qui se met du côté des Palestiniens, des victimes, risque sa vie. Peu importe sa nationalité.

Chroniques rebelles: Cela signifie-t-il une escalade de la violence de l'occupation?

Hadeel: Sharon veut continuer les massacres. Il ne veut pas d'un État palestinien. Il ne veut pas de Palestiniens en Cisjordanie, en Israël ou à Gaza. Il veut annexer les terres. Nos droits ne seront pas reconnus. Et le peuple israélien ne fait rien pour la justice et la paix.

Chroniques rebelles: Des militant.e.s soutiennent cependant la cause palestinienne. Pensez-vous que la propagande joue un rôle dans cette indifférence au sort des Palestiniens?

Hadeel: Les Israéliens pensent que la Palestine est la terre d'Israël. C'est le problème. La propagande est pour beaucoup dans les croyances. Les Israéliens pensent qu'ils ont tous les droits, et les États-Unis les

soutiennent. Leur but est supprimer tous les Palestiniens.

Rania: La mission de Sharon est de tuer les Palestiniens, sans état d'âme. Beaucoup de massacres sont perpétrés à Gaza, sans raisons, pour éradiquer la population. Il met en danger les Israéliens en provoquant les attentats. Sharon ne fait rien pour la sécurité des Israéliens. Par exemple, le mur. Il prétend le construire pour la sécurité, pour bloquer les Palestiniens et arrêter les attentats. Il y a un mois, je me suis rendue à Jérusalem et j'aurais pu transporter un sac avec une bombe. Le mur ne sert qu'à rendre la vie des Palestiniens encore plus misérable.

Hadeel: Le gouvernement israélien veut annexer les terres et, ensuite, il sera impossible de construire notre pays avec des terres morcelées. Il est impossible de faire un État palestinien avec le mur. Le gouvernement israélien mène la politique du fait accompli.

Chroniques rebelles: Dans cette situation, comment voyez-vous l'avenir? En Palestine?

Hadeel: Mon père est aux États-Unis. Je voudrais continuer mes études à l'étranger et y travailler, puis revenir.

Rania: Mes années d'université étaient dures. Je rêve de continuer mes études en France pour me perfectionner dans la langue, mais, sans bourse, c'est impossible. Je vais chercher du travail ici, dans les associations. Je suis née en Arabie saoudite, mais j'ai trouvé ma place en Palestine.

Chroniques rebelles: Avez-vous le sentiment d'avoir les mêmes droits que les hommes?

Hadeel: J'ai les mêmes droits et ma famille me considère comme l'égal de mes

frères. Je peux faire des études, travailler, à ma guise.

Rania: En Palestine, les droits des femmes sont différents, c'est selon les familles. Dans certains villages, éloignés des villes, il n'est parfois pas facile d'être une fille. Dans les villes, les femmes, les jeunes filles ont des droits.

Hadeel: Les femmes sont plus libres en Palestine que dans les autres pays arabes. D'une part, en raison de l'éducation, mais aussi parce que l'occupation a créé une situation dont tout le monde souffre, à égalité.

Chroniques rebelles: Vous n'êtes pas voilées toutes les deux. Que pensez-vous de la loi sur le foulard ou le voile en France?

Hadeel: Je suis pour et contre. C'est votre pays et cela concerne votre façon de vivre. Toutefois, je ne pense pas que le voile affecte l'autre. Pourquoi alors accepter les minijupes? J'ai parfois le sentiment que cette loi est contre l'islam.

Rania: Le voile n'est pas un signe. J'ai lu que c'était un problème pour les cours d'éducation physique ou pour la piscine, que cela allait à l'encontre des règles scolaires. Certaines personnes refuseraient également d'entrer dans une salle d'examen où il y a des professeurs hommes. Cela me paraît exagéré. Cependant faire une loi qui peut empêcher les filles d'aller étudier est une erreur. Étudier est un droit pour tout le monde, avec ou sans voile. Nous avons fait dernièrement un cross universitaire de 2 km. Une étudiante portait un foulard, et elle a couru comme les autres. Il n'y a pas d'interdiction de faire du sport.

Hadeel: Il me semble que le débat est disproportionné. Il était possible de régler les quelques cas avec des règles simples. Il fallait discuter avec les élèves et trouver des compromis.

Birzeit, 23 mars 2004



Qallandia, vers Ramallah

LE FORUM ÉCONOMIQUE EUROPÉEN d'habitude organisé à Salzburg, déménagé à Varsovie. Nous voulons fêter cet événement d'une manière efficace – au moment où les présidents et les officiels des différents pays vont se réunir, nous vous invitons pour une série d'actions et d'initiatives alternatives à la vision néolibérale du monde. Pendant que les officiels prendront leurs décisions au nom des habitants de leur pays, nous allons nous organiser nous-mêmes avec des conférences, un festival de théâtre (le 28 avril), une manif de tous les groupes et collectifs altermondialistes.

Le 1^{er} mai est aussi un jour de fête – et le jour de l'élargissement de l'Union européenne. N'ayant rien contre les élargissements en général, nous sommes pourtant pas très heureux que la structure, dont notre pays fera partie, soit encore une autre bureaucratie économique... et nous allons donc fêter cela aussi à notre manière.

Les manifestations contre le Forum économique européen ont déjà eu lieu lorsqu'il était organisé à Salzburg (Autriche). Elles se déroulent dans le même esprit que celles organisées contre la Banque mondiale, contre le Fonds monétaire international et contre le Forum économique mondial. Le but est d'alerter l'opinion publique sur la nature non démocratique des rencontres internationales des chefs d'État et des présidents des plus grandes entreprises multinationales qui, sans participation du public, prennent des décisions économiques et politiques fondamentales.

Le mouvement altermondialiste est né lorsqu'il est devenu évident qu'il existait un pouvoir échappant complètement au contrôle des gens ordinaires. Un corps supranational comme le Forum économique européen décide des affaires fondamentales pour toutes régions du monde, comme, par exemple, la régulation des dettes, les stratégies des marchés financiers, ainsi que la politique environnementale.

Le mouvement altermondialiste polonais est toujours relativement faible, et en tout cas de loin moins développé et influent que dans d'autres pays européens. Néanmoins, ici aussi, des groupes aux buts pas tout à fait identiques se sont unifiés pour protester et présenter des alternatives au capitalisme mondialiste. Des organisations et des réseaux comme Attac Pologne, la Coordination des groupes libertaires (Fédération anarchiste et des groupes anti-autoritaires); la Démocratie des travailleurs (Pracownicza Demokracja), l'initiative Stop la guerre; la Coordination antiguerre de Poznan et beaucoup d'autres, dont quelques petits syndicats, vont tous probablement se réunir pour une manifestation en commun le 29 avril, ensemble, mais sans créer de comité. L'arrivée de nombreux activistes étrangers est attendue aussi.

Pour terminer, il n'y a pas chez nous de médias officiels, commerciaux où ces points de vue puissent être présentés. Les médias

Soyons-y, aussi nombreux que possible !

polonais, au contraire, attaquent directement les organisateurs de ces futures manifestations. Les bénévoles d'Indymédia Pologne vont faire leur possible pour transmettre toute information concernant le Forum économique européen et les événements alternatifs, mais n'oubliez pas qu'il n'y a aucune barrière entre les fournisseurs et les utilisateurs d'information; vous aussi pouvez vous exprimer, afin de mieux relater le déroulement de ces journées, en apportant vos propres reportages.

Transmis par les Relations internationales FA

Contre le forum européen

VARSOVIE

DU 28 AU 1^{ER} MAI 2004

Plus d'info: www.wa29.org ou
www.antyszczyt.w.pl





Remets ton crêpe, Georgette!

L'ANNÉE 2004 sera un millésime de qualité, puisque, en effet, on fêtera le bicentenaire de la naissance de George Sand en même temps que le 26^e anniversaire de la mort de Claude François! Un doublé à ne pas manquer.

On voit déjà se profiler à l'horizon les grandes dates historiques de l'an 2005: 201^e anniversaire de la naissance de George Sand et 27^e anniversaire de la mort de Cloclo. Et pourquoi en resterait-on là?

Mais revenons à George, que l'on voulait « panthéoniser », néologisme créé pour la circonstance par les « personnalités locales », (nébuleuse massifcentralienne, littéraire et indrienne de surcroît!) et dont on notera le caractère résolument féministe et redoutablement révolutionnaire: la « bonne dame de Nohant » n'était pas une vulgaire châtelaine de village, mais une inspiratrice des grands mouvements sociaux de la fin du XIX^e siècle, en particulier des révolutionnaires de la Commune de Paris.

Peut-on, en dehors de la presse régionale, si proluxe sur le sujet, dire la vérité sur ce personnage de la vie littéraire dont les deux qualités principales sont:

1. D'avoir enfilé un pantalon pour monter à cheval et d'avoir oublié de l'ôter en arrivant à Paris (toutes les « aristocrates » de l'époque se déplaçaient à cheval, j'en ai vu chez mon papa, en 1958, il s'agissait de pallier à l'absence de chemins pierrés).

2. D'avoir, d'autre part, fumé la pipe en public, ouvrant ainsi la voie à la libération sexuelle et à des pratiques novatrices qui n'avaient pas grand-chose à voir avec Wilhelm Reich.

Qui fut George Sand, en réalité? Une « féministe », nous dit-on. Qui est « on »? Eh bien, lisez ses romans champêtres, *la Mare au diable*, par exemple, c'est pas trop long (70 pages environ), et vous verrez combien le personnage du chapitre XIII, « La lionne de village », ironise sur les femmes des campagnes qui veulent imiter les dandys de la ville et, qui

plus est, qui ont des « prétendants ». Les salopes!

Lisons la *Correspondance*, des dizaines de volumes publiés par Georges Lubin, universitaire distingué, comme tous les universitaires dignes de ce nom. Ça va prendre du temps, elle a écrit à presque tout le monde, surtout aux gens influents de son époque. Voici ce qu'elle dit de son jardinier homosexuel:

« Ce triple cochon avait essayé de séduire tous les garçons du pays. C'est un idiot fini. » Elle le vire illico (lettre à Maurice Sand en février 1854).

Socialement, elle est très bonne également puisqu'elle nous présente ainsi les paysans: « Des êtres frustrés, incomplets », qu'elle n'aurait garde, cependant, de confondre avec les animaux qu'ils élèvent.

Elle les protège contre les turpitudes de la ville en évitant de les mettre en contact avec ses domestiques de Passy (voir « La vie quotidienne au temps de George Sand », de Marc Baroli). Son idéal révolutionnaire, c'est le bon pauvre soumis, représenté par la fille de la « Guillette », qui épousera un vieux laboureur à seule fin de surveiller les enfants de son premier mariage. Tout ça sous l'œil vigilant du patriarche, le Père Maurice.

Des enfants qui travaillent à 7 ans (la loi sur l'interdiction du travail des enfants au-dessous de sept ans date de 1843!) sous l'œil admiratif de Mme la Châtelaine, pendant qu'Émile Guillaumin écrit *Jacquou le Croquant*, et Georges Emmanuel Clancier le *Pain noir*.

Mais s'il n'y avait que cette aimable évocation enfantine de la vie des villages aux XIX^e siècle, ce ne serait pas trop grave.

Hélas! il y a George Sand la Versaillaise, assoiffée du sang des Communards. Le 13 mai 1871 (*Journal*), elle annonce, rassurée: « Trente mille insurgés anéantis sous le feu du Mont Valérien ».

Quelques jours plus tard, elle s'impacientte: « On ne comprend pas que l'armée n'en finisse pas avec cette orgie », et pour finir, le 23 mai 1871: « C'est la tour de Babel tombée dans la merde! » (cité par Henri Guillemin)

Pendant ce temps, Louise Michel est en route vers le bagne, et Jules Vallès, condamné à mort, est en fuite. Des dizaines de milliers de pauvres agonisent au camp de Satory.

Mais la baronne Dudevant est rassurée par derrière: ses meubles de Passy sont intacts! Quelle joie!

Baudelaire disait d'elle qu'elle avait ce « fameux style coulant, qui plaît tant au bourgeois », et c'est vrai que son écriture était lisse, et sans aspérités. Mais, dans sa plume, le sang du peuple aussi, coulait.

Allez, remets ton crêpe, Georgette, ton beau crêpe en soie, les prolétaires ne vont pas porter ton deuil. C'est Louise Michel qu'ils reconnaissent!

Rolland Hénault
(Guimou de la Tronche)

Une affiche rouge du sang des autres

En 1985, le poids du PC dans l'audiovisuel lui permettait de censurer le passage du film de Mosco, *Des terroristes à la retraite*, sur Antenne 2. Vingt ans après le parti n'est plus ce qu'il était... mais le refus de se remettre en cause et la falsification de l'histoire sont toujours des pratiques récurrentes...

Six pages de *l'Humanité hebdo* d'aujourd'hui pour rappeler la place primordiale de la main-d'œuvre immigrée dans la Résistance: Bravo!... Six pages qui « noient le poisson », six pages « d'à-peu-près » historiques, six pages qui se refusent à poser une bonne fois pour toute l'hypothèse de la trahison telle que le souligne Mélinée Manouchian dans ses mémoires... Et puis, pourquoi pas une volonté des dirigeants du PC à pousser à des actions armées mal calculées...

De tout cela, il ne sera pas question dans *l'Humanité* car comme le dit si simplement l'historien de service: « Il y a ensuite l'imprudence de jeunes gens qui déjeunent tous les jours au même endroit »...

C'est de ta faute s'ils t'ont fusillé, Manouchian. T'avais qu'à être plus malin!... C'est écrit dans *l'Huma!*...

Revenons sur cet épisode de censure audiovisuelle sur lequel un certain Ravachol tenait à faire le point. C'était donc en juin 1985 dans les colonnes du *Monde libertaire*.

Ravachol

La

LA FALSIFICATION DE L'HISTOIRE ne se produit pas toujours en trafiquant les faits mais, le plus souvent, en les occultant. L'annulation de la diffusion du film de Mosco, *Des terroristes à la retraite*, illustre bien ce phénomène. Il n'est pas facile de bousculer un mythe surtout quant il s'agit du Parti communiste français dans la Résistance. Or il faudrait pouvoir se plonger dans ces mythes pour y voir plus clair.

Il y a dans cet événement deux histoires: le poids du PC dans l'audiovisuel, capable de censurer un film, et le sujet de ce film: la MOI (Main-d'œuvre immigrée). Et, peut-être, s'il n'y avait pas eu l'existence de l'une, on ne parlerait pas de l'autre comme si une histoire en faisait vivre une autre...

La force d'attraction du PC dans le monde de l'après-guerre résulte de l'image du « parti des cent mille fusillés ». Comment ne pas s'identifier à un parti qui, dans l'histoire récente, a fourni tant de héros; la peur du rouge faisant place à l'admiration. L'adhésion au parti apportait la gloire « des combattants de la liberté » sans avoir fourni pour autant une aide à ce combat.¹ Résultat de ce grand

mythe: c'est un parti de masse qui sortira de la guerre et propulsera Maurice Thorez, le 21 novembre 1945, au gouvernement du général de Gaulle.

Résistance et nationalisme accompagnés de rhétorique révolutionnaire, ce mélange constituera un breuvage alléchant pour une intelligentsia qui, pendant de longs mois, s'était tue. Dans toute cette période, l'effet résistance jouera en faveur du PC comme la révolution russe pendant les années 1920. Il n'est pas étonnant que le Parti communiste cherche à préserver cette période d'une historiographie qui remettrait les pendules à l'heure.

En réalité, s'il est vrai que le PC fut l'une des organisations les plus actives pendant la guerre, il s'agit de savoir qui furent ses militants lui assurant cette renommée. Les « 23 de l'Affiche rouge » ne peuvent être considérés comme des exceptions mais bien comme des exemples de ce que fut la résistance.

Citons Ouzoulias, historien officiel du Parti communiste, parlant de la Résistance dans le Pas-de-Calais: « En juillet, Germain Debureaux, Adolph Legrand, Séraphin Escagedo,



Kunda et les membres du groupe « Popof » attaquent les installations minières de la Fosse n° 4 de Salamines... ». Et dans une note de bas de page: « Le groupe " Popof ", le tout premier groupe des bataillons de la jeunesse du Pas-de-Calais était dirigé par le Tchèque Kunda et comprenait presque uniquement des Tchèques. »²

Reconnaissons à Ouzoulias l'honnêteté d'être le premier à avoir cité le sigle « MOI » (mis à part Arthur London qui en parle dans deux ou trois pages de *L'Aveu*).³ Car dans les énormes volumes de Raymond Guérin, jamais il n'y est fait mention. Tous ces noms étranges de combattants sont difficiles à prononcer dans des discours à caractère nationaliste. Qu'importe alors si Georges Ghertman, Samuel Tyschman étaient responsables du 3^e, 4^e et 10^e 4; que Brustlein et Zalkov le soient du 11^e 5 et qu'Epstein soit le responsable FT P (Francs-Tireurs partisans) de Paris...⁶

Quand il écrit: « Nous devons établir des liaisons entre nos trois organisations militaires: l'OS (Organisation spéciale) dépendant de la direction du P C, les bataillons de la jeunesse (Jeunesse communiste) et les groupes spéciaux d'antifascistes étrangers du mouvement de la MOI »⁷ et dans une plaquette éditée à l'occasion du 40^e anniversaire des bataillons FTP-MOI Carmagnole et Liberté (Lyon, Grenoble): « Les immigrés participèrent activement à la création de l'OS »⁸; nous pouvons nous demander à quel moment le PC a pu se passer des étrangers.

Pourtant, cette participation à la Résistance a été et est encore occultée. Le consensus en ce domaine dépasse les clivages politiques. En 1945, les partis de la droite ne pouvaient se permettre d'attaquer le PC en raison de la faible activité qu'ils eurent durant cette période et à cause de la force nouvelle qu'il représentait alors. Aujourd'hui, personne ne tient à casser cette icône nationale d'un peuple français résistant. Même les communistes immigrés « officiels » entament le chant patriotique.⁹ Et de FTP on passe à FTFP (Francs-tireurs partisans français).

« Lorsque dans les communiqués, il était question des actions effectuées par des patriotes français, nous réagissions avec humour. Je me souviens qu'avec Marcel Rayman, nous ne pouvions nous empêcher de rire en disant: "Comme patriotes français, les petits juifs polonais de Paris sont particulièrement représentatifs." »¹⁰

Alors, l'affaire du lâchage des partisans MOI de Paris, mais aussi ceux de Toulouse, et autres villes, prend toute sa force. Pour ceux qui survécurent, la consigne était:

« Il faut conseiller aux membres de la MOI de s'éparpiller un peu partout en France, de s'effacer. »¹¹

Morts ou vivants, le silence doit dominer. L'histoire de ce mouvement n'est pas encore écrite et les questions demeurent toujours sans réponse. R.

1. Voir à ce propos l'anecdote arrivée à Pannequin, responsable MOI, relatée par Robrieux dans son *Histoire intérieure du P C* (tome 1), Fayard, pp. 552 et 553.

2. Ouzoulias, *les Fils de la nuit*, Grasset, p. 145.

3. Arthur London fut membre de la direction de la MOI, ce qui lui valut aussi d'être incarcéré et torturé lors des procès de Prague.

4. Ouzoulias, *op. cit.*, p. 105.

5. *Op. cit.*

6. Moshé Zalcman, Joseph Epstein (colonel Gilles), La Digitale.

7. Ouzoulias, *op. cit.*, p. 95.

8. *Carmagnole-Liberté (amicale)*, plaquette réalisée avec l'aide du ministère de la Défense et de la municipalité de Villeurbanne, 1982.

9. Jacques Ravine, *la Résistance organisée des juifs en France*, Julliard 1973. David Diamand, *les Juifs dans la résistance française*, éd. du Pavillon, 1971.

10. Témoignage de Lemberger, cité dans *l'An prochain, la révolution*, de Rajfus, éd. Mazarine, 1983, p. 231.

11. Simoni, dans l'ouvrage de Rajfus, *op. cit.*, p. 333.

Les sucriers de Colleville

un film d'Ariane Doublet

Heike Hurst

IL S'AGIT d'un beau film, alors pourquoi annoncer cela comme une bonne nouvelle, un triomphe? Parce que les *Sucriers*... ont été tourné en numérique, et la réglementation du CNC concernant le visa d'exploitation n'a été modifiée seulement que depuis peu afin de permettre aux films de se présenter sur n'importe quel support.

Patrick Winocour de Quark Productions a produit et sorti tous les films d'Ariane Doublet: son film précédent, *les Terriens*, a fait 80 000 spectateurs sur la durée d'exploitation, ce qui est déjà un bon score pour un documentaire.

Car il faut bien le dire, les chiffres de *Être et Avoir* ou du film de Michael Moore sont exceptionnels et ne peuvent pas tellement être pris en considération quand on programme la sortie d'un documentaire de création.

Les *Sucriers*... ne sortira pas comme les documentaires cités plus haut en 35 mm après un kinéscopage, car le coût est environ de 40 000 euros. Il faut compter en plus un investissement minimal pour un dossier de presse, un peu de publicité, des affiches, etc., encore une fois 40 000 euros.

Sortir un film tourné en numérique en revanche réduit les coûts de façon spectaculaire. Le prix d'une copie 35 mm est de 1 500 euros, en Beta numérique, DVD, etc., le prix d'une copie n'est plus que de 150 euros. Alors, au lieu de disposer seulement de cinq copies en 35 mm que les exploitants s'arrachent et se disputent, on peut facilement tirer des copies et les laisser aux exploitants le temps qu'ils veulent.

La décision de sortir le film en numérique a été prise en accord avec la réalisatrice qui désire avant tout la visibilité de son film.

Ainsi Ariane Doublet arrive dans cette usine, sa caméra sous le bras et obtient l'autorisation de filmer sans restriction. Elle est accueillie les bras ouverts quand les ouvriers apprennent qu'elle a déjà réalisé *les Terriens* sur leur région, le pays de Caux, « pays de crêpes et de falaises », comme le dit Ariane Doublet. Elle peut donc tourner en liberté et en confiance. Tout ceci irradie le film. On sent un climat de sympathie sur lequel elle peut s'appuyer, qu'elle utilise pour nous montrer la vie quotidienne de cette usine qu'on sait condamnée.

« J'avais donc la curiosité de rentrer, je me suis dit, il faut y aller avant que ce ne soit

trop tard, j'ai appelé le directeur... Deux jours après, j'y étais. Je suis partie avec ma petite caméra, un ingénieur du son qui a bien voulu venir avec moi les trois premiers jours, parce que je travaille toujours avec la même personne au son; ça, c'est très important. On est toutes les deux avec Graciela (Barrault) dans une très bonne entente et je pense que, aussi, dans notre rapport avec les gens, la présence de Graciela y est pour beaucoup. »

Elle enregistre les gestes de travail qui ne seront plus. Elle regarde pour nous la beauté de cette usine presque irréaliste, quelque chose qui ressemble à un cargo guidé par de multiples capitaines ou une sorte de Centre Beaubourg qui dégagerait de grandes poussées de fumée colorée et qui ferait du bruit, beaucoup de bruit. Un film sur le monde du travail fixé pour l'après où il ne sera plus, un film à la beauté industrielle et au cœur gros. C'est envoûtant. HH.

Heike Hurst: Est-ce que vous filmez toujours vous-même?

Ariane Doublet: Les *Terriens*, il y avait un cadreur, mais le film suivant, *les Bêtes* et sur la sucrerie, j'ai filmé moi-même. Je suis arrivée, je suis entrée dans l'usine, je ne connaissais personne, je n'avais pas fait de repérages, je suis arrivée là avec ma caméra. Cette sucrerie est une usine qui appartient aux planteurs de betteraves. On est dans le monde ouvrier parce que j'ai filmé des ouvriers. Les ouvriers, ce ne sont pas des patrons, c'est une usine sans patron, ce n'est pas une coopérative non plus, parce qu'ils ont choisi d'en faire une société anonyme, mais les actionnaires majoritaires de cette usine, c'étaient les planteurs de betteraves. Finalement tous les agriculteurs de la région qui emmenaient leurs betteraves à Colleville étaient actionnaires majoritaires de la sucrerie (environ 500).

Dans le film, on ne voit quasiment pas de planteurs, on en voit un à la fin qui est de la Confédération paysanne qui s'est beaucoup battu pour que l'usine ne ferme pas, mais des planteurs avaient pris la décision en amont de vendre leurs quotas de betteraves pour que l'argent qu'ils avaient investi depuis des années, leur revienne. Alors que c'est une usine qui faisait encore des bénéfices. On ne comprend pas tout. C'est très compliqué avec



Les *Sucriers* de Colleville d'Ariane Doublet sorti le 7 avril

ces histoires de quotas. Quand ils ont fait des démarches, j'aime bien ce moment dans le film, je suis restée toujours dans l'usine, mais ils reviennent avec ces propos du monsieur du ministère, du ministère de l'Agriculture qui a dit: « Mais cette usine est contre nature! », elle ne devrait pas faire des bénéfiques avec la taille qu'elle a, il ne faut pas la garder, en gros, elle n'est pas dans les normes économiques d'aujourd'hui.

Pour qu'une sucrerie fasse des bénéfiques, elle doit être beaucoup plus grosse que ça. Elle était petite et elle faisait des bénéfiques, ils ne veulent pas mettre des quotas supplémentaires ou l'aider, ce sont des morts programmées, un peu en amont. C'est vrai, c'est compliqué à expliquer dans le film, je n'y tenais pas tant que ça, des histoires de quotas de sucre, d'actionariat. Ce qui m'avait intéressée finalement, quand je suis arrivée, rien n'était sûr, est-ce que ça allait fermer pas fermer? C'était peut-être sûr dans l'esprit de certaines personnes, mais pour les ouvriers, ils étaient dans une période d'incertitude totale, et c'est cette période-là qui m'a intéressée. Qu'est-ce qu'on fait quand on ne sait pas ce qui va se passer. Est-ce qu'on décide de faire grève, est-ce qu'on décide d'entrer dans un mouvement de lutte?

H.H.: Les ouvriers aiment leur travail, c'est visible, on sent un amour incroyable pour cette usine, c'est aussi un peu Un rêve d'usine pour citer le film de Luc Decaster... Car ils rêvent de cette usine et aussi de son emplacement, c'est une sucrerie en bord de mer, elle pourrait changer leur vie, ils peuvent amener les gosses à la plage... par exemple.

A.D.: On sent la valeur du travail qui a encore plus de valeur quand on imagine qu'on va le perdre. Il y a les saisonniers, il y en a certains qui ont fait beaucoup de saisons à Colleville, il y a les permanents qui sont à peu près 80, qui restent toute l'année et qui sont salariés,

presque tous entrés très jeunes, entre 15 et 18 ans; souvent, c'est leur père qui les faisait entrer dans la sucrerie, ça s'est transmis de génération en génération. C'est une usine qui existe depuis 1900. Ce sont les gens de Colleville qui ont travaillé là, de père en fils. Souvent, ils n'ont pas connu d'autres lieux de travail. Il y a quelque chose de très fraternel entre eux, ils se connaissent vraiment bien. La moyenne d'âge, maintenant, c'est 43 ans.

On dit que c'est le pire quand on se retrouve au chômage. En fait, ce qui m'a frappée, quand je suis arrivée là, je m'attendais d'arriver dans un endroit avec des banderoles: « Non à la fermeture, usine en grève », et pas du tout: il y avait aucune trace visible de cette fermeture prochaine, probable il n'y avait que le travail, le travail, une machine qui est tombée en panne, l'urgence de réparer la machine pour que ça tourne, c'est un monstre, cette usine, elle est incroyable, elle fume, elle fait un bruit énorme.

H.H.: Vous avez aussi filmé la beauté industrielle, cette usine où il y a des bruits incroyables, des couleurs, ça vous importait beaucoup de capter cette effervescence? ou s'agissait-il pour vous de rendre compte surtout de ce moment de lutte ou de presque « non lutte »?

A.D.: Moi, je suis arrivée là, à me dire encore une usine qui ferme! Tout ce que j'aime filmer, en général, dans tous les films que j'ai faits, j'ai filmé le travail, les gestes de travail, les hommes avec leur travail, les gestes de métier et, là, la chance que j'ai eue, c'est d'arriver dans une usine qui fonctionne de plein bloc! On a rarement les autorisations, pour ça, filmer les gens au travail dans leur quotidien, les vestiaires, les douches, les petits arrangements aussi avec le travail, comment on va faire au milieu de la nuit des repas et pas n'importe quel repas, ils se font des cassoulets, des

raclettes, etc. sur le temps de travail en se plaquant pour pas que le directeur les surprenne. Tout ça, c'est le quotidien. Finalement je trouvais, qu'on ne voit plus beaucoup ça dans les films depuis un moment, depuis les films des années 70-80, des films qui étaient tournés en usine. Depuis on a plus filmé les luttes sociales, des mouvements de grève, des revendications, et là en plus, finalement, il y a une non-lutte, il y a un conflit, mais ils ne luttent pas, en fait, ils décident de défendre au mieux le projet, d'ailleurs ils ne savent même plus comment ça s'appelle, on ne dit pas un plan collectif, un plan social?

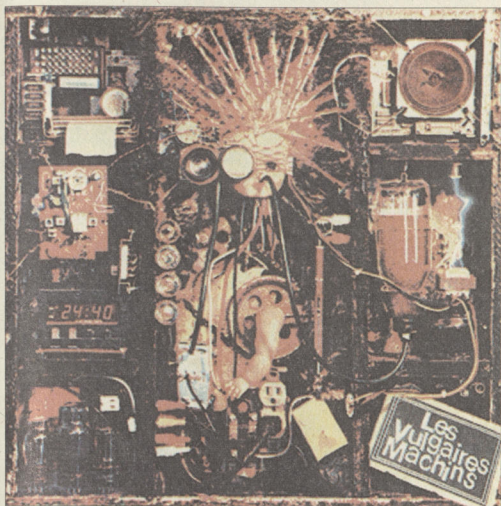
H.H.: Si j'ai bien compris, normalement, le plan social est décidé quand une usine ferme, mais à Colleville, le plan social semble déjà être bien décidé, alors que la fin de l'usine n'est pas encore définitivement arrivée?

A.D.: C'est ce qu'on leur ont expliqué les planteurs et le conseil d'administration qui avaient intérêt à fermer l'usine tant qu'il y avait encore de l'argent, et comme ça on pourrait payer les primes qu'ils avaient négociées — assez importantes selon l'ancienneté —, s'ils attendaient et si l'on maintenait cette usine encore trois ou quatre ans, ils risquaient d'aller au dépôt de bilan, et donc d'être licenciés, sans rien. C'est comme ça que les choses leur étaient présentées. Bien sûr, ils étaient plus ou moins dupes de ça, donc ils ont fait par ailleurs des démarches, ils ont fait venir un inspecteur de travail, ils ont contacté la CGT qui les a d'ailleurs pas soutenus. Quand ils ont dit qu'ils avaient fait ce projet, la CGT, leur a dit: « Vous avez signé votre arrêt de mort, c'est pas la peine qu'on vienne. » Ils se sont fait lâcher un peu à cause de ça. En même temps, ça ne les engageait pas vraiment, c'était un projet, ils n'avaient rien signé. Ils n'avaient pas reçu leur lettre de licenciement. Rien n'était fait. Certainement, on leur a fait miroiter, et finalement ils les ont obtenues, les primes, on les tenait avec ces primes, en disant, ces primes-là, on les a, on va vous les payer, ces primes, donc vous avez intérêt à ce que l'usine ferme.

H.H.: À les voir travailler, on croirait l'auto-gestion possible, une utopie concrète à portée de main...?

A.D.: Leur truc, c'était aussi de dire on va travailler, on va leur montrer que cette usine tourne bien, qu'elle est de plus en plus productive et, en fait, c'était de produire plus que l'année précédente pour montrer qu'elle était viable, qu'elle pouvait tenir. C'est le choix qu'ils ont fait, les ouvriers, et qui se défendait aussi. Si on défend quelque chose comme ça auprès du ministère, on montre qu'on a une usine qui produit, qui est bénéficiaire, qui produit plus que l'année précédente et les deux campagnes qu'ils ont faites avant de fermer, ils ont toujours produit de plus en plus!





HONTE A MOI! Un petit bijou punk mélodique est sorti il y a, mmh... deux ans! et je ne le découvre qu'aujourd'hui. On dit que les diamants sont éternels, mais quand même... De quoi s'agit-il? Des Vulgaires Machins, groupe québécois manifestement assez prisé outre-Atlantique, et de leur quatrième album intitulé *Aimer le mal*, distribué en France par les bons soins du label rennais Enragés Productions. Je ne sais s'il faut dire que le son est très anglo-saxon, au sens de l'efficacité mélodique (que peuvent avoir certains groupes comme Propagandhi par exemple), une chose est sûre cependant : à l'écoute, c'est la grosse, la très grosse patate! Les titres s'enchaînent, souvent rapides, parfois plus lents, si parfaitement ciselés qu'on sent derrière une sacrée maîtrise du genre. Genre qui, et c'est à souligner, n'est pas sans risques, notamment celui de céder à une certaine facilité et laisser l'efficacité un peu inhérente à ce style, prendre le pas sur l'originalité des compos. En l'occurrence, on a plutôt l'habitude d'écouter des choses chantées en anglais, hé bien, les Vulgaires Machins prennent le soin de la jouer en français, avec ces expressions québécoises imparables que je vous laisse le plaisir de découvrir par vous-mêmes. Je ne saurais trop vous le conseiller, d'ailleurs, tant les textes brillent d'intelligence et de sensibilité. Notamment la chanson qui ouvre le bal (« Un vote de moins », qui sera mon hymne aux prochaines élections), ou encore « Capital », « Anesthésie » (sur la soupe radiophonique), « Mourir au bout d'une corde » (sur le suicide), mais il faudrait aussi parler de ces textes tout en nuances comme « Personne a raison », ou « La chasse est ouverte », qui sont tout sauf ceux de donneurs de leçons. Et si je vous dis que le groupe ne manque pas d'humour, écoutez donc « Pigeon frit killtucky » (sur le fast-food-beurk), et si vous ne rigolez pas je vous rembourse le disque (parole d'ivrogne).

Dans (presque) tous les bacs.
Web: www.vulgairesmachins.org

CINQ LABELS, deux groupes et un disque: le split LP *The Apollo Program/Short Supply*, tout juste sorti des presses à vinyles. L'effort collectif a payé, cette galette est une pure merveille. Je parlerai d'abord de Short Supply (groupe de Nancy), qui commence par « Pantomime » (sur l'insubordination aux normes), une véritable tuerie émo-punk tendue dans la rage, où les saccades de riffs ouvrent sur de fabuleuses mélodies vocales, puis retournent à cette puissance aiguë et électrique qui ne quitte pas une seule seconde cette première face du disque, avec (peut-être) une petite accalmie sur le dernier morceau. *The Apollo Program* (de Caen) officie dans un registre plus « classiquement » émo-noisy-hardcore, si j'ose dire. Un genre très en vogue dans la scène underground actuelle, au point de sombrer parfois dans la caricature ou du moins, une certaine répétition. *The Apollo Program* explore une voie plus originale, où les lignes mélodiques du genre émo sont continuellement frottées d'une matière punk bien rugueuse, faisant ainsi disparaître certains poncifs et les barrières qui cloisonnent, précisément, les familles musicales (même punks). Les textes restent, en revanche, assez fidèles à la tradition émo, donnant à la réflexion politique des approches très personnelles voire relevant de l'intime. Un beau disque dans un belle pochette.

The Apollo Program/Short Supply « s-t » (co-production Émergence/Iconoclast(e) /213 records/Les Forces alliées/Ben le Millionnaire). À commander chez: Émergence, 29, rue de Le Nostre, 76000 Rouen (www.emergencerecords.fr.st), dans les 8 euros, port compris.

MEANTIME fait partie de ces fanzines qui méritent bien leur nom: le genre à consacrer trois pleines pages passionnantes à l'histoire d'un groupe disparu que personne ne connaît (en l'occurrence les Happy Hate Me Nots, combo australien qui connut, c'est vrai, une petite notoriété dans le milieu punk rock il y a... pfou... longtemps). Ce numéro 9 paru en début d'année, témoigne une fois de plus de la brûlante passion qui anime son rédacteur, Maz, pour les choses punk-rock, hardcore et reggae, j'allais dire, authentiques si je voulais parler comme les Inrock'. J'entends par là, authentiques dans leurs liens avec les préoccupations politiques et sociales qui ont fait, depuis ses origines, le ferment de cette révolte en musique. On pourrait s'interroger sur l'opportunité de consacrer plusieurs papiers aux bootlegs des Clash, des Pogues, de Social Distortion, quand on sait quelle spéculation entoure ce genre de raretés souvent vendues à prix d'or, mais bon, je reconnais avoir affaire à un fan qui ne reculera devant rien pour sa discothèque, donc... Une page sur les premiers groupes hardcore américains, un article sur Prince Buster, des interviews de The Stingers Atx (reggae ska US), Do The Dog (zine ska anglais), une floppée de chroniques diverses... Tout cela écrit avec brio et intelligence, au point qu'on peine à s'arracher d'une telle lecture. Et, ce qui ne gâche rien, un soin particulier est apporté à la mise en page.

Meantime, B.P. 737, 42484 La Fouillouse cedex (1,50 euros + des timbres pour le port).

MEANTIME

Jeudi 22 avril

Montpellier

Débat sur le projet de loi de prévention de la délinquance, animé par la CGA. À 20h30, à la Mauvaise Réputation, 20, rue Terral.

Vendredi 23 avril

Paris 10^e

Meeting pour la liberté immédiate des militant.e.s d'Action directe, à 19 heures à la Bourse du travail, 3, rue du Château d'Eau, M° République. Organisé par le collectif Ne laissons pas faire!

Vienne (38)

Procès des 3 paysans de Saint-Georges accusés pour un fauchage d'OGM. Rassemblement à 7 heures au Champ de mars.

Lyon 1^{er}

Repas africain en soutien à la librairie la Gryffe, à 20 heures au Café libertaire. Réservation : 04 72 00 94 10. 5 euros.

Du 23 avril au 9 mai

Saint-Étienne

Festival des résistances et des alternatives.

Du 24 au 25 avril

Nancy

À l'occasion du passage de la caravane antinucléaire, concert de soutien, village altern'actif (expos, tables de presse, débats, musique, etc.).

Samedi 24 avril

Chelles

À l'occasion des 50 ans de la FA, le groupe Sacco-et-Vanzetti organise une réunion publique avec la projection du doc *Foi d'anar* sur Maurice Joyeux à 20h30, 1bis, rue Émilie (près de la gare RER E).

Fessenheim

Le tour de France pour sortir du nucléaire débutera auprès de cette centrale.

Lyon 1^{er}

Fête de soutien à la feuille *Idées noires*, organisée par le groupe Durruti de la FA, à 17 heures à la Plume noire.

Paris 20^e

Débat: le secteur du commerce, laboratoire socio-économique de la précarité. À 17 heures; organisé par la CNT SCIAL/RP au 33, rue des Vignoles, M° Avron. Suivi d'un concert punk (5 euros).

Chambéry

Le groupe Acratie de la FA sera présent à la grande braderie. Brocante de soutien, table de presse, repas et cuvée de soutien.

Saint-Nazaire

Rencontres autour de la « Beat Generation », à partir de 10 heures, à la Maison du peuple, place Allende, organisée par le Front libertaire.

Du 24 avril au 9 mai

Grenoble

Fraka, Festival des résistances et de alternatives au capitalisme.

Lundi 26 avril

Amiens

Rassemblement antinucléaire à 14 heures place Gambetta, à l'appel du collectif libertaire antinucléaire.

Lunel et Ganges (34)

Rassemblements devant les mairies de Lunel (à 12 heures) et de Ganges (à 17h45) contre le nucléaire, organisé par le Collectif gardois pour des alternatives au nucléaire.

Strasbourg

Projection de *Pas un pas sans Bata*, en présence du réalisateur, à 20 heures, à la maison des associations, place des Orphelins, organisé par le groupe Juillet 1936 de la FA et la CNT.

Mardi 27 avril

Ivry

Réunion-débat: une société sans prison? À l'invitation du

groupe libertaire d'Ivry, à 20h30 au Forum Léo Ferré, 11, rue Barbès, M° Pierre Curie. Bar dès 19h30.

Mercredi 28 avril

Strasbourg

Débat sur le travail et la condition salariale, précédé d'un court-métrage *100 ans de turbin*, à 20 heures, à la maison des associations, place des orphelins.

Vendredi 30 avril

Lyon 3^e

Journées rouges et noires pour un 1^{er} mai lutte de classe. Concert à 20 heures, salle du foyer Montchat, 53, rue Charles-Richard; 10 ou 8 euros. Avec Michel Fernandez Trio Soledad, Amel, Fred. Organisé par LIP.

Samedi 1^{er} mai

Lyon 1^{er}

Journées rouges et noires pour un 1^{er} mai lutte de classe. Manif le matin (rdv à préciser). À midi: repas de quartier, place Sathonay. À 17 heures: film *Paroles de bibs* et débat, au Cinéma Opéra, 6, rue Joseph-Serlin, 6 euros. À 21 heures: concert avec Calavera, à la Plume noire, 19, rue Pierre-Blanc, 3 euros.

Grenoble

Manif avec le groupe Jules-Valès de la FA à 10 heures, place de la gare. L'après-midi, stand FA au jardin de ville.

Saint-Nazaire

Les libertaires nazairiens vous proposent un rendez-vous revendicatif à 11 heures devant l'entrée de la médiathèque de St-Nazaire.

Nancy

Manifestation du 1^{er} Mai: départ à 10 heures place Stanislas, suivi d'un pique-nique libertaire au parc de la pépinière.

Saint-Brieuc

Pic-nic libertaire au petit théâtre des Promenades à partir de 13 heures, organisé par le groupe Jes-Futuro de la FA.

agenda

